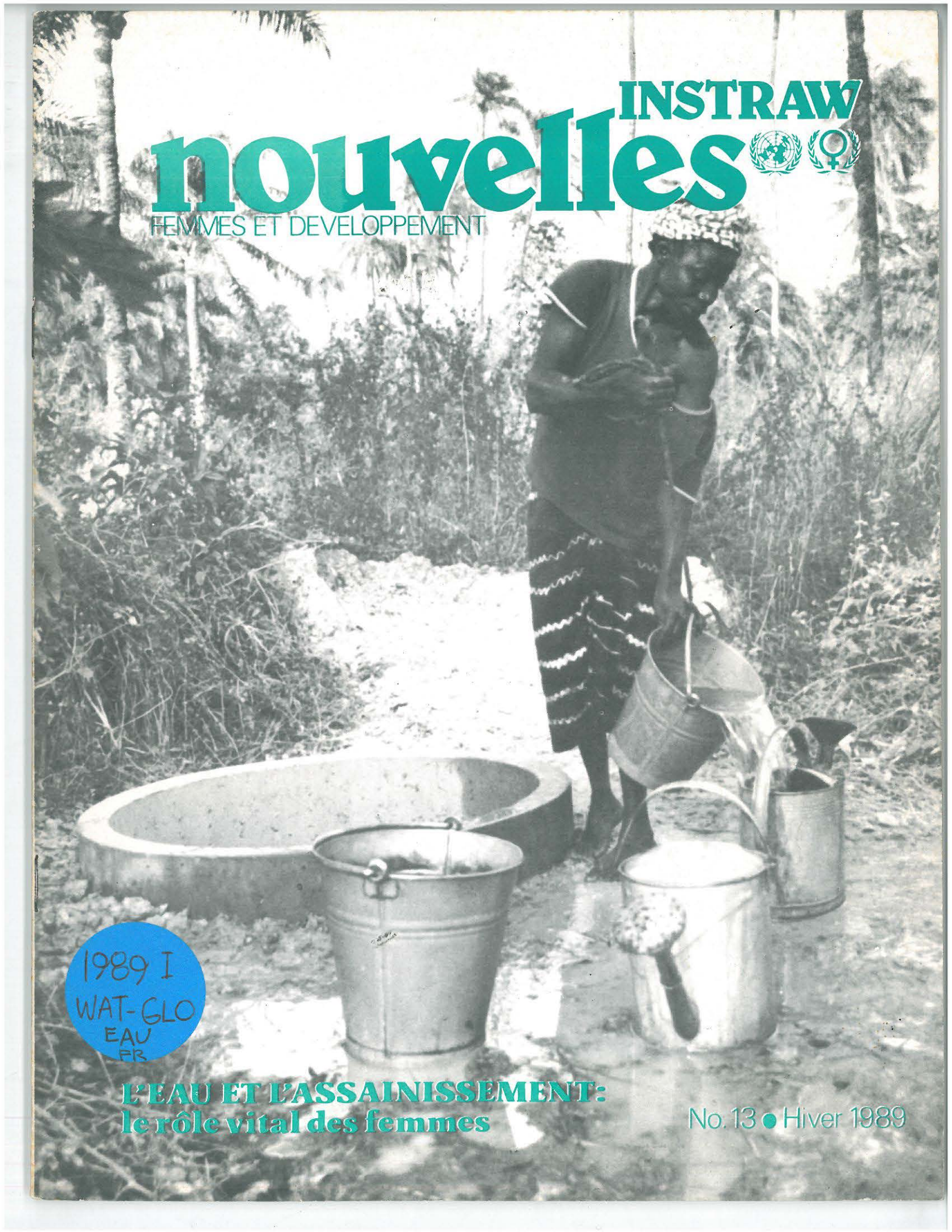




INSTRAW

nouvelles

FEMMES ET DEVELOPPEMENT



1989 I
WAT-GLO
EAU
FR

**L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT:
le rôle vital des femmes**

No.13 • Hiver 1989

Sommaire

2 LES FEMMES, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

La tradition a noué des liens étroits entre les femmes et l'eau. De ce fait, les femmes doivent participer en tant qu'utilisatrices et en tant que gestionnaires à tous les projets de développement axés sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

6 DECENNIE DE L'EAU: LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LES FEMMES

Un panorama des activités des Nations Unies pour associer les femmes aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

10 L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT DANS LE CADRE DES ACTIVITES DE L'INSTRAW

Des femmes ont appris à former d'autres femmes à la planification, au choix des technologies et à la mise en oeuvre des projets d'approvisionnement en eau.

13 LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN MANQUE D'EAU

L'Afrique subsaharienne affronte une inquiétante pénurie d'eau, aggravée encore par la croissance accélérée de sa population. Ici, une experte suédoise analyse plusieurs solutions.

15 AU MALI: DE NOUVELLES MANIERES DE VOIR LES CHOSES

Les participants du premier séminaire international sur Les femmes et l'eau destiné aux pays en développement francophones sont tombés d'accord sur le fait que les communautés doivent recevoir une formation en matière de plans, de maintenance et de financement des puits.

17 LES STRATEGIES DE L'APRES-NAIROBI

Les participants du séminaire examinent le renforcement des organisations qui travaillent au niveau des communautés, l'impact de la dette extérieure et la ratification de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination envers les femmes.

18 LES FEMMES, LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT

Les liens entre les rôles de procréation et de production des femmes, entre fertilité et emploi et entre travail et famille sont analysés.

Rubriques

1 EDITORIAL

23 FEMMES ET DEVELOPPEMENT: LE DEBAT CONTINUE AUX NATIONS UNIES

28 NOUVELLES DES REGIONS

30 NOUVELLES IDEES A L'EXTERIEUR DES NATIONS UNIES

36 BIBLIOTHEQUE

38 NOTRE CHOIX

40 NOUVELLES INTERNES



L'eau est tirée d'un puit pour les besoins domestiques (Gambie)
(Photo ONU/A. Holbrooke)

Rédaction: Dunja Pastizzi-Ferencic, Krishna Ahoojā-Patel, Borjana Bulajich, Erica Meltzer.
Collaboration: Martin Beyer, Judith Brister, Arthur Brown, Malin Falkenmark, Vera Gathright, Christine Lemoine, Siri Melchior, Virginia Ofosu-Amaah, Marina Vaccari.
Production et distribution: Magda Canals, Christine Lemoine, Leticia Vences.
Traduction: Yvonne Bellion, Agnès Boonefaes.
Mise en page: Ninón de Saleme.

Editorial

L'eau et l'assainissement: LE RÔLE VITAL DES FEMMES

Deux milliards d'êtres humains qui vivent dans les zones rurales éloignées et les bidonvilles urbains des pays en développement n'ont pas d'eau potable et sont même dépourvus des installations sanitaires les plus rudimentaires. Ces limitations pèsent lourdement sur les femmes. Étant essentiellement celles qui vont chercher l'eau et qui s'en servent dans de nombreux pays en développement, elles consacrent souvent près de six heures par jour à charrier de l'eau sur des distances qui peuvent atteindre 15 km. Les coûts de substitution en termes de temps et d'énergie consacrés à cette corvée pénible et ingrate sont énormes. Et puis, à cause du lien intime qui unit l'eau et la santé — quatre maladies sur cinq dans le monde en développement sont d'origine hydrique — les femmes sont tout particulièrement vulnérables, puisqu'elles sont régulièrement en contact avec de l'eau souvent polluée.

Ce qui rend ce problème encore plus grave, c'est que la coopération pour le développement piétine dans la plupart des pays et que la crise économique fait des ravages. Comme le signalent les experts les plus renommés des Nations Unies dans ce numéro d'*INSTRAW Nouvelles* (page 13), les spécialistes du développement économique n'ont pas prêté une attention suffisante aux retombées de la pénurie d'eau sur les activités de développement, et ils se sont trop intéressés aux expériences menées à bien dans les régions tempérées de l'hémisphère nord où l'eau est quelque chose de tout à fait normal. Cependant, les pays les plus défavorisés du monde sont ceux des régions inter-tropicales semi-arides, menacées par la sécheresse.

Ce numéro d'*INSTRAW Nouvelles* étudie tout particulièrement les rôles présents et possibles des femmes en matière de gestion de l'eau et de l'assainissement ainsi que les initiatives qui, tant à l'intérieur du système des Nations Unies qu'à l'extérieur de celui-ci, s'efforcent d'intégrer les femmes aux projets de développement axés sur l'eau. On compte parmi ces toutes premières initiatives les activités suscitées par la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (1981-1990) et tout particulièrement le Groupe de travail sur les femmes et la Décennie (page 6). Les projets d'approvisionnement en eau ont enregistré un pourcentage élevé d'échec au cours des premières années de la Décennie à cause, en partie, d'une technologie inadéquate et coûteuse et de décisions internationales peu appropriées en matière de gestion et de suivi. Les planificateurs du développement ont appris à leur dépens que s'ils voulaient réduire au maximum les échecs, les femmes devaient participer aux projets en tant qu'administratrices et utilisatrices principales des installations d'eau potable et d'assainissement (page 10). Des conseils afin de renforcer le rôle des femmes dans les projets axés sur l'eau sont analysés en détail à la page 2.

La Décennie de l'approvisionnement en eau a donné naissance à une quantité impressionnante de projets de recherche, de formation ou opérationnels axés sur la récupération de l'investissement, l'autosuffisance et le développement soutenu du secteur. La contribution de l'*INSTRAW* en la matière va depuis l'organisation de séminaires jusqu'à l'élaboration de modules de formation. Les commissions régionales des Nations Unies et de nombreuses organisations non gouvernementales ont également été très actives (page 15). Le projet interrégional pour la promotion de la femme dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'environnement (PROWESS) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) favorise la participation des femmes et des communautés aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement depuis plus de six ans, ainsi que le décrit le supplément de ce numéro. L'expérience du PROWESS montre que le renforcement des liens entre les femmes et les projets d'approvisionnement en eau ne débouche pas seulement sur la construction et l'utilisation des pompes — il contribue également à faire du développement une réalité au plein sens du terme. □

Les femmes l'eau et l'assainissement



Pour les travaux ménagers quotidiens on utilise l'eau d'un robinet collectif (Zimbabwe)

Photo ONU/A. Rozberg

L'absence d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement satisfaisantes constitue l'un des plus graves problèmes qu'affronte actuellement le monde en développement. Les statistiques illustrent mieux que tout les ravages causés par cette problématique. On peut considérer que 80 pour cent environ des maladies et affections de cette décennie sont dues à des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement inadéquates. Chaque année, les diarrhées tuent à elles seules de 5 à 6 millions d'enfants dans les pays en développement et près de 18 millions de personnes en tout. Plus de 400 millions d'êtres humains sont atteints de gastro-entérites et près de la moitié de la population des pays en développement souffre de dysenterie ou est infestée de vers parasites. Les personnes atteintes de maladies provoquées par l'eau occupent à elles seules la moitié des lits disponibles des établissements hospitaliers du monde entier et chaque jour, 25.000 d'entre elles meurent, ce qui représente 15 pour cent environ des décès des hôpitaux.

En 1980, dans les pays en développement, sans compter la Chine, trois personnes sur cinq n'avaient pas d'eau potable salubre et une sur quatre seulement disposait d'installations sanitaires, quelles qu'elles soient. Dans les zones rurales, où la situation est encore pire que dans les zones urbaines, 30 pour cent environ de la population disposent d'eau potable mais 13 pour cent seulement ont des installations sanitaires adéquates.

Ce sont essentiellement les femmes qui vont chercher l'eau, qui l'utilisent et qui se chargent de l'éducation sanitaire de leur famille. Elles jouent donc un rôle capital dans l'administration de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. De par leurs fonc-

tions ménagères, elles sont constamment en contact avec de l'eau polluée et elles constituent, de ce fait, le groupe le plus exposé aux maladies provoquées par l'eau.

Dans les pays en développement, les femmes et les enfants passent souvent huit heures par jour, voire davantage, à aller chercher de l'eau polluée à des points d'eau qui, du fait de la sécheresse, sont de plus en plus lointains. Les femmes et les jeunes filles sont également chargées de préparer et de faire cuire les repas, de laver la vaisselle, de faire la toilette des enfants, d'évacuer les matières fécales des bébés et de nettoyer les latrines.

Il est donc crucial de faire participer les femmes à la planification, au fonctionnement et à la maintenance des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Quand elles disposeront d'eau salubre, elles pourront consacrer des laps de temps importants de même qu'une énergie et des efforts considérables à des fins plus productives. Une fois qu'on le leur a dit et qu'elles peuvent compter sur un approvisionnement en eau salubre, les femmes comprennent vite que les souffrances, les maladies et les décès que provoque l'eau polluée peuvent être évités et que la santé et l'hygiène de la famille peuvent s'améliorer.

Les travaux pénibles que réalisent les femmes sur les exploitations agricoles de subsistance peuvent eux aussi être allégés grâce à la mise en place de systèmes de distribution des eaux et d'irrigation. Elles seront alors en mesure de faire pousser des cultures d'une plus grande variété, améliorant ainsi leur régime alimentaire tout en obtenant des revenus supplémentaires grâce à la vente des denrées excédentaires. Par ailleurs, une distribution des eaux assurée permettra la mise en oeuvre de programmes de reboisement, car les femmes seront à même d'utiliser le temps et l'énergie qu'elles consacraient auparavant à aller chercher le combustible à planter des arbres. Et si les hommes peuvent se servir de l'eau pour accroître leurs cultures de rapport traditionnelles, ils éprouveront peut-être moins le besoin d'émigrer vers les zones urbaines, en quête d'un emploi. Il y aurait alors moins de femmes devant lutter seules pour subvenir aux besoins de leur famille et elles

n'auraient plus besoin d'accepter des travaux mal payés sur les exploitations agricoles importantes des environs.

Quand il y a de l'eau, l'élevage du bétail et la production laitière deviennent possibles. Les animaux peuvent alors être utilisés dans les champs pour alléger le travail des femmes et améliorer la nutrition de la famille.

La mise en place de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement est donc bien multidimensionnelle. Ses ramifications s'étendent bien au-delà des questions de santé et d'environnement et englobent les domaines socio-économique, technique et scientifique. Toutes ces sphères sont interdépendantes: un problème qui existe dans l'une d'elles aura généralement des retombées sur les autres.

Le succès durable de tout projet de ce type présuppose la participation de la communauté. Comme ce sont surtout les femmes qui vont chercher l'eau, elles doivent recevoir une formation de base en matière de maintenance des installations et d'entretien de leurs abords. Le problème ne se limite pas à faire participer les femmes à ces activités: elles le font déjà. Mais, la participation des femmes doit être plus efficace, plus totale et plus productive. Telles sont les prémisses essentielles qui sous-tendent le travail de l'INSTRAW en ce qui concerne les projets et les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et dont la Décennie des Nations Unies pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement tient également compte pour ses activités, lesquelles sont analysées dans un autre article de ce numéro.

Problèmes actuels

Malgré leur rôle capital et multiple, les femmes ne participent pas aussi activement qu'elles le devraient aux activités de la Décennie. Parmi les problèmes dont il faut s'occuper actuellement, on peut citer:

Le manque d'attention accordé aux femmes qui sont les ressources humaines principales et les utilisatrices ultimes de l'eau. Leurs activités dans ce domaine ne sont pas prises au sérieux et on leur refuse toute valeur sociale et économique. La plupart d'entre elles n'ont pas suffisamment d'eau pour satisfaire leurs besoins journaliers;

même lorsqu'elle est peu abondante, l'eau peut être polluée et provoquer des problèmes de santé tant aux femmes qu'à leur famille et à la communauté tout entière.

Les femmes sont souvent tenues à l'écart de la planification et de la mise en oeuvre des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement: ces projets manquent alors d'éléments d'information et de données sur les femmes et sur la relation qui existe entre l'eau, l'assainissement et la santé ainsi que sur les pratiques sanitaires complémentaires qui sont indispensables pour que les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement améliorent vraiment la santé de la communauté.

Les technologies en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne tiennent pas toujours compte du contexte culturel ni du niveau de savoir-faire des communautés et elles ignorent également les besoins, les désirs et les qualifications des femmes. Comme on ne leur demande pas leur avis sur les aspects techniques, on aboutit à des solutions inapplicables et à l'échec total d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement coûteuses: les manches des pompes par exemple sont trop lourdes ou bien ils sont placés hors de la portée des femmes et des enfants.

Les coutumes, les préférences et les traditions des femmes de la région ne sont pas pris en considération au moment de prendre la décision technique et de choisir l'emplacement des projets. C'est ainsi que dans certaines cultures, les femmes n'aiment pas être vues quand elles font leur toilette et pourtant les ingénieurs, qui sont des hommes, placent le plus souvent les pompes sur la place du village, en croyant que c'est l'emplacement le meilleur.

Le rôle des femmes dans les projets eau et d'assainissement

Quels rôles jouent traditionnellement les femmes au sein des projets communautaires d'approvisionnement en eau et comment ceux-ci peuvent-ils être renforcés afin qu'elles en bénéficient elles et leurs communautés?

● **Evaluation des besoins.** Même si évaluer les besoins des habitants du village avant de planifier et de mettre

en oeuvre un projet semble être une question de simple bon sens, cela ne se fait pas toujours. En Guinée-Bissau, des planificateurs qui s'étaient donnés le mal de le faire, obtinrent un succès considérable. Les villageoises reçurent une formation de promotrices afin d'inciter les autres femmes à utiliser de l'eau non polluée. Comme les planificateurs savaient que les promotrices devaient être respectées au sein de leur communauté, ils avaient choisi des femmes ayant des enfants ou des femmes d'âge mûr et non pas des jeunes femmes. Dans les villages où les femmes entraient en contact avec les femmes une par une, davantage de personnes se servaient des nouveaux puits. Les puits étaient également bien situés, car les habitants avaient été consultés quant à leur emplacement. Et l'intérêt plus marqué de certains villages pour l'irrigation de leurs rizières ou de leur potager que pour l'eau potable avait lui aussi été pris en considération. C'est ainsi que la culture maraîchère a si bien prospéré que le village vend dorénavant des semences, ce qui améliore les revenus des femmes.

● **Identification des sources.** Les femmes devraient être consultées lorsque des études pour la mise en valeur des ressources hydriques d'une communauté sont entreprises. Leurs connaissances des sources et du débit de celles-ci, tant pendant la saison des pluies que pendant la saison sèche et leur opinion quant à l'odeur, le goût, la couleur et l'usage de ces eaux peuvent être d'utilité pour le choix définitif des emplacements. Elles peuvent aussi connaître des sources de remplacement: au Panama, par exemple, des villageoises ont montré aux ingénieurs une source d'eau douce sur le rivage d'une île qui n'avait pas été recensée lors de l'enquête initiale.

● **Choix de la technologie.** Pour que la réalisation d'un projet soit couronnée de succès, il faut interroger les femmes sur leurs préférences en matière de latrines, de lessive, pour abreuver les animaux, cultiver les légumes, etc. Dans les zones rurales iraniennes, les installations communales construites pour faire la lessive étaient de vastes bacs rectangulaires, d'une profondeur qui atteignait la poitrine d'une personne adulte. Or les Iranniennes, traditionnellement, font la lessive et la vaisselle accroupies. Conséquence, les lavoirs

n'étaient pas utilisés. Au Yucatan (Mexique), les ingénieurs, croyant que les femmes auraient refusé de transporter de l'eau de la colonne d'alimentation jusqu'aux latrines, avaient recommandé des latrines au niveau du sol au lieu de latrines à chasse d'eau. Pourtant les femmes refusèrent les latrines au niveau du sol et préférèrent celles à chasse d'eau. De même, au Nicaragua, les femmes ne se servaient pas des latrines parce qu'elles laissaient voir leurs pieds de l'extérieur, ce qui aurait pu être évité si on les avait consultées au préalable sur le type de latrines.

● **Fonctionnement et maintenance.** La maintenance est une condition *sine qua non* de tout projet d'approvisionnement en eau reposant sur un matériel mécanique et l'échec des systèmes d'approvisionnement en eau est souvent dû aux pannes incessantes provoquées par une utilisation et une maintenance inadéquates. Ces pannes font naître des frustrations chez les femmes qui sont obligées de parcourir des distances encore plus grandes jusqu'à une autre source ou d'avoir recours de nouveau aux sources traditionnelles, souvent polluées. Comme, d'un autre côté, beaucoup de femmes restent à la maison pendant la journée, elles sont souvent à même de superviser la qualité du travail de maintenance et de défendre les installations du vandalisme et des dégâts involontaires ou malveillants causés par les enfants.

En Angola, par exemple, où l'on a engagé des femmes pour surveiller les sources, le taux de pannes a considérablement baissé. Et en Inde, on a mis au point un projet de maintenance des pompes communautaires pour des puits à grande profondeur. Mais les jeunes gens qui reçurent la formation pour en prendre soin n'étaient pas ceux qui allaient chercher l'eau, et, de leur côté, les femmes ne connaissaient pas ceux qui s'occupaient des pompes. Le groupe qui s'est révélé le plus efficace pour prendre soin des pompes est un groupe de femmes bénévoles.

Les femmes ont su gérer avec succès des réseaux de distribution d'eau, comme le prouve cet exemple du Honduras. Les femmes d'un *barrio* avaient pris la tête d'un comité d'action communautaire qui avait obtenu des autorités l'installation de quatre colonnes d'alimentation dans leur bidonville situé à

flanc de colline. Celles-ci en firent donc installer deux près du sommet de la colline et deux autres vers le bas, protégées par de petites cabanes en bois. Elles fonctionnent en alternance: l'une des deux pendant cinq heures le matin et l'autre pendant cinq heures l'après-midi. Des femmes de la communauté, généralement soutiens de famille, ont été engagées par le comité pour assurer, par roulement, la surveillance des colonnes d'alimentation, percevoir les redevances fixées et maintenir propres les installations.

Les politiques gouvernementales devraient donc reconnaître le rôle important que les femmes peuvent jouer dans le fonctionnement et la maintenance et s'efforcer de les former pour ces tâches dès les premières étapes d'un projet de ce type, puisque qu'elles sont les premières à se rendre compte des défaillances du système et qu'elles sont les plus touchées par les pannes. Une fois de plus, à cause de leur rôle traditionnel de pourvoyeuse d'eau de leur famille, les femmes engagées pour s'occuper des pompes ont démontré de l'intérêt, de l'enthousiasme et la capacité nécessaire pour maintenir en bon état de marche le réseau de distribution d'eau.

● **Appui supplémentaire.** Dans presque toutes les cultures, les femmes fournissent l'appui logistique aux ouvriers de la construction sous forme de nourriture, eau et logement. Elles encouragent les hommes et les aident gratuitement à réaliser des travaux de maçonnerie qui n'exigent pas de connaissances particulières. En Amérique latine, en Afrique et dans certains pays d'Asie, les femmes ont entrepris de bon gré des tâches non rémunérées lors de la construction des installations surtout quand il s'agissait de distribution de l'eau par canalisation. Au Malawi, les femmes constituent près de 70 pour cent de main-d'oeuvre dans la plupart des projets d'adduction d'eau. Au Panama, où un projet a enseigné aux femmes la manière de participer à un programme d'adduction d'eau, les femmes ont collaboré à la construction en portant de lourdes charges de sable et en préparant les repas des travailleurs. Elles ont également pris une part active à la maintenance du réseau, elles ont perçu les redevances sur l'eau dans plusieurs communautés et peu à peu elles se

sont imposées comme des dirigeantes de la communauté.

• **Conservation de l'eau.** Les techniques de conservation de l'eau sont cruciales partout où les sources sont rares, ce qui est le cas dans la plupart des pays en développement situés dans les régions arides et subtropicales. Comme les femmes ont le plus grand intérêt à ce qu'il y ait de l'eau en quantité suffisante, il est aisé de les motiver à ce qu'elles soutiennent résolument les techniques de conservation de l'eau destinées à améliorer l'approvisionnement en eau. Au Burkina Faso, elles ont collaboré à la construction de digues de terre en ramassant des cailloux et en préparant le gravier et les pierres nécessaires à la construction.

• **Emplois pour les femmes.** Les femmes peuvent bénéficier directement des nouveaux emplois créés par un projet d'approvisionnement en eau. En Inde, près de 200.000 femmes furent engagées comme travailleuses du bâtiment et fournirent le gros de la main-d'oeuvre pour le forage des puits, l'installation des pompes, etc.

Diffusion et éducation sanitaires. Les bénéfices qui découlent, dans le domaine de la santé, de l'amélioration de l'approvisionnement en eau ne sont probablement pas totalement atteints tant que l'on ne dispose pas d'efforts complémentaires en matière d'assainissement, puisqu'une évacuation des eaux usées ou un assainissement inadéquats jouent un rôle important dans la transmission de nombreuses infections provoquées par l'eau. Au Pakistan, des programmes intégrés d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont eu du succès, et principalement parce que les femmes avaient été formées en tant que promotrices de l'assainissement. Leur tâche consiste à motiver et à encourager la construction de latrines dans les villages, alors que les étrangers de sexe masculin ne sont pas admis à entrer dans les maisons ni autorisés à parler aux femmes du villages.

Il n'est pas surprenant que les femmes soient les meilleurs promotrices et monitrices pour tout ce qui concerne les programmes qui leur sont essentiellement destinés, puisque, intuitivement, elles comprennent généralement beaucoup mieux les problèmes et les préoccupations des autres femmes et qu'il leur est plus aisé de leur parler.

Elles sont également beaucoup plus sensibles à la pression sociale qu'exercent sur elles d'autres femmes et qui les poussent à bien faire ce qu'elles ont à faire. Ainsi, dans le programme d'approvisionnement en eau d'un village mexicain qui a été couronné de succès, le bon état de marche du réseau et l'amélioration qu'il a enregistrée au cours de ces vingt dernières années sont dûs essentiellement à des jeunes femmes qui avaient participé aux tout premiers stades de sa planification et aux femmes du village qu'elles ont formé à leur tour à devenir des membres actifs des comités d'approvisionnement en eau.

Les programmes qui combinent l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'éducation sanitaire multiplient les résultats favorables. Un projet bolivien a enseigné à des femmes indigènes à vacciner, à transmettre des informations sur la nutrition des enfants et à faire des cours de maintenance des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement. C'est ainsi qu'un certain nombre de ces jeunes femmes étaient apparemment totalement responsables des réparations et de la maintenance des installations.

• **Acceptation et utilisation des installations.** En matière d'assainissement, la recherche de la privacité est un facteur déterminant pour que hommes et femmes acceptent les latrines, surtout au sein de communautés très peuplées. Les femmes se chargent généralement de l'entretien des latrines ou contrôlent celui que réalisent les enfants, assurent le nettoyage, s'occupent d'évacuer les excréments des bébés et de l'hygiène de leurs enfants en bas âge et leur apprennent à utiliser correctement les latrines. Les facteurs déterminants pour l'acceptation et l'utilisation des latrines vont depuis le désir de ne pas être vu, le prix de revient, jusqu'à des solutions satisfaisantes en ce qui concerne le partage, le statut, l'emplacement, l'adaptation aux enfants et la facilité de fonctionnement et de maintenance.

• **Sources de financement.** Bien que le financement des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement provienne traditionnellement des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des banques internationales de développement et d'institutions nationales de prêts, les organisations de

femmes ont commencé à en prendre l'initiative et à envisager le financement d'un point de vue innovateur. Le plus souvent, des groupes de bénévoles prennent à leur charge des tâches qui incombent officiellement au gouvernement. C'est ainsi que dans une communauté tamile de l'Inde, une maîtresse de jardin d'enfants a été désignée pour prendre soin de la pompe et un groupe de femmes se charge de payer les réparations. L'organisation bénévole qui a mis en oeuvre le projet dispose d'un éventail de travailleuses qui ont reçu la formation nécessaire pour pouvoir s'occuper des pompes, réparties dans une quarantaine de villages. En outre, l'organisation a engagé un technicien auquel les femmes signalent les défaillances les plus graves.

Partout où le financement traditionnel manque, les femmes elles-mêmes apportent la main-d'oeuvre et les matériaux nécessaires, surtout dans les petites communautés rurales. Les femmes contribuent, directement et indirectement, à abaisser les coûts de construction. Au Kenya, où les femmes réalisent la plupart des tâches agricoles dans 311 projets d'auto-assistance, 41 pour cent des travailleurs volontaires étaient des femmes et ce sont elles qui ont assuré le plus gros de la main-d'oeuvre (5.000 heures de travail dans deux des projets).

• **Organisation des femmes.** Les organisations nationales de femmes peuvent remplir plusieurs fonctions sur une plus grande échelle, ce qui ne serait pas possible au niveau de la communauté. Elles peuvent se charger du suivi des programmes et faire pression sur le gouvernement pour qu'il augmente sa participation aux programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, diffuser les objectifs et les réalisations des programmes à travers les médias, coopérer au recrutement d'administratrices, de femmes ingénieurs et professeurs, organiser des stages de formation, collecter des fonds et aider les groupes de femmes locaux sous forme d'argent, d'équipements, d'assistance technique et de matériel d'information.

Conseils aux planificateurs du développement

Les femmes peuvent participer à la gestion et à la maintenance, au niveau
(suite page 16)

LA DECENNIE DE L'EAU: LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LES FEMMES



L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé, pendant sa session de 1980, la période 1981-1990 *Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement*, pendant laquelle les Etats Membres devaient s'engager à améliorer substantiellement les normes et la qualité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à l'horizon 1990.

Le principe de base qui sous-tend la Décennie est que les êtres humains ne peuvent jouir d'une qualité de la vie

conforme à la dignité humaine que s'ils disposent d'eau salubre et d'installations sanitaires, et que ceci constitue l'un des droits fondamentaux de l'être humain. La Décennie devait accorder la priorité: i) aux populations rurales et urbaines mal desservies ii) à la formulation et à la réalisation de programmes autocentrés pour accentuer leur autonomie iii) à l'utilisation de systèmes adaptés à la réalité sociale du pays iv) à la participation active des communautés à toutes les étapes de la mise en oeuvre du programme et v) à

la complémentarité des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et des programmes sanitaires.

Consciente de l'impact formidable que le succès de la Décennie pouvait avoir sur les attributions des femmes, la Conférence mondiale de 1980 de la Décennie des Nations Unies pour les femmes a voté une résolution mandant les Etats Membres et les organisations des Nations Unies à "promouvoir la participation pleine et entière des femmes à la planification, à la mise en oeuvre et à l'application pratique des technologies de tous les projets d'approvisionnement en eau".

Pour répondre à ce mandat, le système des Nations Unies a créé le *Comité directeur de coopération pour la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement*. Ce Comité a mis au point une stratégie visant à promouvoir la participation des femmes aux activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement qui prévoit d'intégrer les femmes à l'élaboration des politiques, à la gestion et à tous les aspects techniques afin de programmer, d'assurer le suivi et d'évaluer les activités en cours ou futures de la Décennie. En 1982, ayant reconnu le rôle capital que jouent les femmes dans ce domaine, il instaure un *Groupe de travail sur les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement*.

Tout d'abord, le FISE et l'INSTRAW se sont partagés la responsabilité du secrétariat du Groupe de travail. Cette tâche incombe désormais au projet PNUD/Services de promotion du rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement de l'environnement (PROWESS). Font partie du Groupe de travail les organisations des Nations Unies les plus concernées par la promotion de la femme: le PNUD, l'OPS, l'OIT, l'Unesco, la FAO, la Banque Mondiale et le Département des Nations Unies des affaires économiques et sociales internationales. Siri Melchior (PNUD/PROWESS) en as-

Le PNUD évalue les réalisations

Depuis 1980, la Décennie de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement a été le témoin de progrès impressionnants dans le domaine des femmes, de l'eau et de l'assainissement, surtout au niveau des communautés. La promotion des femmes est bien souvent facilitée quand celles-ci ont accès à de l'eau non polluée et aux services d'assainissement. Réciproquement, il est désormais évident que la plupart des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement n'auront de succès que si les femmes y participent.

L'intégration des communautés et la participation active des femmes étaient déjà considérées comme importantes au début de la Décennie, mais on a pris bien mieux conscience de ces réalités et cela se traduit dorénavant en actions concrètes. Ceci provient en partie du fait que le centre d'intérêt s'est déplacé des services centralisés et coûteux (tels que les réseaux de distribution d'eau et d'évacuation des eaux usées par canalisations) au profit de services communautaires bon marché (tels que les pompes manuelles et les latrines). Par ailleurs, une technologie de pointe a été mise au point, laquelle permet à la communauté de se charger de leur maintenance. La participation de l'INSTRAW au sein du Comité directeur des organisations des Nations Unies engagées dans la Décennie et sa lutte sans relâche en faveur de la participation des femmes jouent également un rôle important dans cette évolution. La mise en oeuvre d'activités opérationnelles grâce au PROWESS, projet interrégional du PNUD en faveur des femmes et de l'eau, et à d'autres organisations, démontre qu'il est vraiment possible de faciliter et d'accroître la participation des femmes à des actions à long terme et de grande envergure.

Au fur et à mesure que les priorités pour l'avenir sont mieux cernées, l'intégration des femmes à l'échelon des communautés prendra de plus en plus d'importance. Les zones rurales ont beaucoup plus d'expérience dans ce domaine que les établissements urbains en pleine expansion qui doivent améliorer leurs méthodes pour la participation des communautés. Le rôle des femmes au sein des communautés pour tout ce qui concerne l'environnement, la conservation de l'eau et le recyclage des ordures, par exemple, deviendra lui aussi de plus en plus important. Il est évident que l'environnement et les actions des êtres humains sont étroitement liés. □

Arthur Brown, Administrateur adjoint, PNUD.

sure depuis 1987 la présidence¹.

Le mandat du Groupe de travail consiste à: i) mettre au point une stratégie renforçant le rôle des femmes au cours de la Décennie ii) appuyer les programmes et les activités de la Décennie concernant les femmes iii) collaborer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des activités aux niveaux international et national, et, iv) assurer le suivi et évaluer l'exécution des politiques et des programmes de la Décennie en faveur des femmes afin de s'assurer qu'ils sont bien adaptés à leurs besoins et à leur contribution, de même que rédiger un rapport sur cette question et faire des recommandations en vue d'actions postérieures.

Lors de sa réunion de 1987, le Groupe de travail a émis une série de recommandations pour ses activités futures. Toutes les organisations qui finançaient ou exécutaient des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement devaient prêter à la participation des communautés et au rôle joué par les femmes l'attention qu'ils méritent. La base de données bibliographiques concernant l'information technique dans le domaine de l'approvisionnement en eau et l'assainissement devra être actualisée et il faudra établir la liste des consultants disponibles. Il faudra entreprendre des activités visant à incorporer les femmes aux programmes opérationnels de portée nationale, y compris pour tout ce qui a trait à l'élaboration et la mise à l'essai des technologies.

Le Groupe de travail a également considéré qu'il fallait une stratégie pour mener à bien ses activités et il a recommandé aux organisations d'utiliser le matériel pédagogique élaboré par l'INSTRAW. L'éducation sanitaire devra être développée et être incorporée à tous les programmes et projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Finalement, il a analysé un projet d'évaluation comportant des études de cas, une évaluation et des indicateurs de progression et d'état des travaux et il a instamment demandé que des méthodes d'évaluation et de rapport pointues soient mises au point pour les activités opérationnelles. □

1. Siri Melchior est également l'auteur du supplément de ce numéro d'INSTRAW *Nouvelles* sur: "Les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement: le renforcement des liens".

La qualité de la vie

Une véritable qualité de la vie implique une foule de libertés, grandes et petites: être libéré d'une infinité de maladies qui attaquent les êtres humains, être libre de faire beaucoup de choses qu'une bonne part de l'humanité ne peut pas encore considérer comme acquis. Ceci veut dire être libéré de la faim, de la soif, du péril des éléments, des soucis, de la guerre et de la terreur. Ceci signifie également être libre de penser, de travailler, d'apprendre, de se reposer, d'être avec ceux que l'on aime.

Ces libertés s'appliquent très inégalement aux différents segments de la société et très souvent les différences les plus notables séparent les femmes et les enfants, d'une part, et les hommes adultes, d'autre part. L'un des problèmes qui touche tout particulièrement les femmes est la corvée sans fin et le terrible gaspillage de temps et d'énergie que représente l'absence d'un approvisionnement en eau adéquat proche de leur foyer. Dans de nombreuses régions du globe, cet oubli délibéré des questions liées à l'assainissement est moins inoffensif qu'on veut bien le croire et pèse lourdement sur les femmes qui ont besoin de privacité et de commodité pour avoir une hygiène appropriée. Et l'on néglige également le rôle capital que jouent les femmes dans l'éducation des enfants pendant leur jeune âge et leurs responsabilités en matière de ménage et d'hygiène alimentaire.

Ces omissions ont été clairement reconnues au début de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en 1980. C'est cette même année que le système des Nations Unies a instauré un Comité directeur afin de coordonner et de systématiser toutes les initiatives visant à appuyer les programmes gouvernementaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ce Comité a travaillé de façon pragmatique et sans heurts. Peu d'études, mais beaucoup de communication concernant les politiques et les projets conjoints auxquels participent ses membres. L'une des ses principales réalisations a été la création du Groupe de travail sur les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Les mots de décennies, comités directeurs et groupes de travail peuvent paraître rébarbatifs et s'assimiler à de "typiques" excroissances bureaucratiques de nos pesantes organisations internationales, d'une utilité douteuse pour les usagers, dans le meilleur des cas. Mais en ce qui concerne la Décennie, ce n'est pas seulement la coopération entre organisations qui s'est révélée extraordinaire. Les réalisations dans ce domaine —même si l'ambitieux objectif de faire bénéficier tous les êtres humains de services d'eau et d'assainissement n'a pas pu être atteint (mais qui aurait pu se fixer un but différent et exclure la moitié de l'humanité de cet objectif?) ne sont pas négligeables. Pendant les années quatre-vingts, ce sont 500 millions de nouveaux usagers qui ont été dotés d'un approvisionnement en eau salubre pour leurs besoins ménagers. L'assainissement est encore à la traîne, mais il comble rapidement son retard.

L'un des signes les plus encourageants concerne la participation de plus en plus active des femmes dans de nombreux pays. La labeur discrète, mais efficace, du Groupe de travail a porté ses fruits, contribuant non seulement à ce que les dirigeants s'intéressent à cette problématique mais encore à ce qu'elle soit incluse dans les directives officielles relatives aux politiques de développement et à partir de ces dernières à ce qu'elle fasse partie de la vie quotidienne des communautés. L'approvisionnement en eau salubre et un assainissement qui préserve la santé constituent un merveilleux point de départ pour la promotion de la femme et la véritable mission, par ailleurs très gratifiante, du Groupe de travail. □

Martin G. Beyer, Consultant principal, Approvisionnement en eau potable et en assainissement, FISE.

Nouvelles idées pour les années quatre-vingt-dix

Au cours d'une réunion internationale sur la Décennie de l'approvisionnement en eau et l'assainissement, célébrée à Interlaken (Suisse) en octobre 1987, des organisations bilatérales, multilatérales, gouvernementales et non gouvernementales se sont mises d'accord pour créer une structure internationale de coopération afin d'intensifier et de multiplier les actions en faveur de la Décennie par le biais d'actions en commun.

Cette structure de coopération mondiale, qui inclura les pays en développement et les organismes de coopération étrangère cherchera, réexaminera et mobilisera systématiquement des ressources destinées à des programmes par pays et entre pays. Un Conseil de coordination des organismes de coopération étrangère appuiera les efforts des pays en développement visant à tirer profit des expériences précédentes et à tenir compte des leçons apprises pour des projets de développement concernant le pays tout entier.

L'objectif global de la structure sera de "maintenir le rythme de la Décennie bien au-delà de 1990 et d'accélérer la mise en place de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour tous, surtout de ceux destinés aux populations pauvres des zones rurales et périurbaines non encore desservies, en utilisant pour le programme une approche coordonnée".

Ainsi, cette structure s'efforcera tout particulièrement de veiller à ce que les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement soient acceptables du point de vue de l'environnement et viables du point de vue économique pour les groupes ciblés et à ce qu'ils renforcent la coordination et la collaboration entre pays en développement, organismes de coopération étrangère et autres organisations concernées par les questions d'eau et

d'assainissement. Pour mener à bien ces tâches, la communauté des organismes de coopération étrangère doit contribuer à fournir des services durables et à bas prix aux communautés pauvres, grâce à l'usage efficace des ressources nationales et externes et à la compilation de données réalistes sur le taux de couverture du secteur. Les organismes doivent analyser les leçons du passé et élargir le rayon d'action des installations afin de tenir compte des activités du secteur qui améliorent la qualité de l'environnement.

En France, réunion du Groupe d'experts pour le Plan de Mar del Plata

En 1989, trois réunions ont eu lieu en Europe afin d'élaborer une stratégie portant sur la problématique des femmes, de l'eau et de l'assainissement, maintenant que la Décennie arrive pratiquement à son terme. Cette stratégie sera présentée à la réunion mondiale de consultation du Conseil de coordination des organisations de coopération étrangère qui se tiendra à New Delhi en septembre 1990.

Au cours de la première réunion, un Groupe d'experts s'est retrouvé à Challes-les-Eau (France) les 8, 9, 10 mars 1989 afin de définir une stratégie pour la mise en place pendant les années quatre-vingt-dix du Plan d'action de Mar del Plata, formulé par la Conférence des Nations Unies de 1977, lequel établissait les directives et les stratégies de la Décennie. Financée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et animée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la réunion a identifié les contraintes ayant freiné la mise en oeuvre du Plan, les principaux éléments des évaluations ultérieures, l'exploitation et la gestion des ressources hydriques, les nouvelles initiatives, technologies et

approches en vue d'une exploitation durable ainsi que les actions spécifiques que doivent entreprendre le système des Nations Unies, les gouvernements, les organismes de coopération étrangère et les organisations non gouvernementales. Ces experts ont recommandé que, dans le cadre de la stratégie d'application du Plan et avec l'aide des organismes de coopération étrangère, les pays en développement soient encouragés à :

1.— Identifier les domaines qui posent problème et les besoins futurs en ce qui concerne les objectifs d'exploitation des ressources hydriques et de justifier les demandes de fonds supplémentaires;

2.— mobiliser des ressources financières par le biais de politiques d'encouragement et de tarification, chaque fois que cela est possible, afin d'accroître l'efficacité et l'équité de l'exploitation des ressources hydriques et de permettre la récupération de l'investissement;

3.— promouvoir l'exploitation durable des terres et des ressources hydriques grâce à une planification intégrale et à l'utilisation optimale des ressources hydriques qui tiendraient compte des menaces de pénurie et de la nécessité de maintenir la qualité de l'eau;

4.— élaborer des programmes de développement des ressources humaines, y compris des programmes d'enseignement et de formation, des aménagements des mesures d'encouragement et d'organisation des carrières afin de garantir l'existence d'un noyau d'ingénieurs et de techniciens qualifiés susceptibles d'assurer la durabilité des programmes d'exploitation des ressources hydriques. Ces programmes doivent préparer les individus à affronter les changements prévus dans les conditions climatiques et environnementales;

5.— instaurer des mécanismes insti-



tutionnels reliant efficacement les services spécialisés en utilisation de l'eau et ceux de la planification nationale, réviser et amender la législation afin d'harmoniser les lois sur l'utilisation des terres et celles sur l'utilisation de l'eau et permettre une gestion équitable de ces deux ressources;

6. — mettre en oeuvre des programmes de recherche appliquée afin de tester, prouver et encourager l'utilisation de technologies et approches nouvelles ou améliorées.

Finalement, le Groupe d'experts a demandé aux organisations des Nations Unies d'évaluer la mise en oeuvre du Plan à partir de la Conférence de l'eau de 1977 en tenant compte des principes d'exploitation durable, de la dynamique des populations et des différentes conditions climatiques et d'élaborer une stratégie pour l'avenir. Un module simulant des problèmes de pénurie d'eau pouvant se présenter un jour doit être mis au point sur la base des informations les plus fiables dont on dispose actuellement en matière de ressources hydriques renouvelables et il doit ensuite être appliqué au plus grand nombre de pays possible¹.

Recherche appliquée

Le Conseil de coordination des organismes de coopération étrangère a désigné quatre groupes de travail provisoires et leur a confié l'exécution de certaines tâches. L'un d'entre eux est le groupe de travail provisoire pour la recherche appliquée qui comprend les représentants de sept organisations. Il s'est réuni à Londres les 16 et 17 mars 1989.

Ce groupe est essentiellement chargé d'analyser les questions clés qui requièrent la réalisation de recherches appliquées, de fournir la liste des projets

de recherche appliquée portant sur ces questions qui sont en cours, terminés ou prévus, d'identifier les lacunes existantes et de dresser une liste des priorités de recherche indiquant à la fois les thèmes et les ressources nécessaires et de préparer un avant-projet des termes de référence avec le nom des personnes susceptibles d'être membre d'un groupe de travail provisoire pour les questions de pollution de l'environnement liées au secteur de l'eau et de l'assainissement.

Les organisations membres sont le Projet de l'eau et l'assainissement pour la santé (WASH) de l'Agency for International Development des Etats-Unis (AID), le Programme de la Banque mondiale et du PNUD, l'Organisation mondiale de la santé, le Département de coopération technique allemand, le Ministère de la coopération et du développement français et le Conseil scientifique du Commonwealth. L'INSTRAW y était représenté par la Présidente de l'Equipe spéciale pour les femmes et la Décennie, Siri Melchior, qui a fait un exposé préparé par elle-même et par l'Institut.

Communication de l'information

Le second groupe de travail provisoire du Conseil porte sur la communication de l'information. Lors d'une réunion à La Haye, les 11, 12, 13 mai 1989, les membres du Groupe ont conclu que la communication de l'in-

formation jouerait à l'avenir un rôle capital pour les plans d'action et qu'elle activerait les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays en développement. Le groupe a évalué différentes manières d'augmenter la motivation et la capacité des gouvernements des pays en développement à accorder davantage de priorité au secteur de l'eau et de l'assainissement au cours des années quatre-vingt-dix et à relever les nouveaux défis qui ont surgi ces dernières années.

Les discussions ont porté sur quatre domaines:

- Information et promotion.
- Echange d'informations techniques.
- Information sur les projets et le secteur.
- Système d'information pour la gestion.

L'INSTRAW était représenté à la réunion de La Haye par sa Directrice, Dunja Pastizzi-Ferencic, qui a pris part aux discussions du groupe sur l'information générale et la promotion. Elle a présenté une proposition intitulée "Elaboration et diffusion du matériel de promotion sur les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement". □

1. Le résumé d'un exposé sur Le développement africain manque d'eau, présenté à la réunion du Groupe d'experts se trouve à la page 13.

L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT DANS LE CADRE DES ACTIVITES DE L'INSTRAW

Dans le cadre de ses activités en faveur des femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'INSTRAW a organisé de 1987 à 1989 plusieurs séminaires et ateliers et a mis au point des programmes de formation modulaires afin de "former des formateurs".

● SEMINAIRES DE FORMATION REGIONAUX: ASIE-PACIFIQUE

Le premier séminaire de formation régional, intitulé *La contribution des femmes à la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement*, tenu à Bangkok (Thaïlande), du 23 au 27 janvier 1989, était organisé avec la collaboration de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) (cf *INSTRAW Nouvelles* No. 12).

Ce séminaire avait pour but de faire prendre conscience de la nécessité d'accroître la participation des femmes et de garantir leur intégration à toutes les étapes de la planification et de l'exécution des programmes et projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La plupart des participantes provenaient d'organisations gouvernementales engagées dans les questions d'eau, d'assainissement et de santé publiques de pays appartenant à la CESAP. Le séminaire consistait en un ensemble de formation en cinq modules, élaboré par l'INSTRAW, afin d'étudier le rôle et la participation des femmes à la planification, au choix des technologies, à la mise en oeuvre des projets, à la formation et à l'évaluation.

Le module I analysait les objectifs de la Décennie, de même que les leçons à en tirer. L'objectif originel de la Décennie consistait à doter tous les êtres humains d'eau potable à l'horizon 1990. Les buts et les plans nationaux ainsi que les solutions techniques faisaient l'objet d'une attention toute particulière. La Banque mondiale estimait que la réalisation de cet objectif au cours de la Décennie serait revenue à 600 milliards de dollars. Chaque pays établit donc ses objectifs et lança sa propre Décennie. La plupart des projets devaient être financés par les pays eux-mêmes. Malheureusement, ces objectifs si nobles n'étaient pas réalistes, compte tenu de la crise économique des années quatre-vingts. La récession qui a touché le monde entier pendant la première moitié de la Décennie, l'écrasante dette extérieure qui affecte l'Amérique latine, l'Afrique et de nombreux pays asiatiques et l'aide peu adaptée que prêtent les organismes internationaux de coopération ont empêché la plupart des pays de se rapprocher des objectifs qu'ils s'étaient fixés. Parmi les facteurs déterminants, il faut citer le fait que les organismes internationaux de coopération ont proposé une technologie peu adaptée et fort coûteuse ainsi

que l'absence de structures institutionnelles de gestion et de suivi.

Quelques leçons très importantes ont été tirées de ces faits pendant la Décennie. Non seulement les fonds nécessaires manquaient, mais les réseaux installés ne fonctionnaient souvent pas très bien. On commença alors à moins se préoccuper d'atteindre une couverture totale que d'une mise en place durable, et de mettre en route des projets que de veiller à ce que les réseaux de distribution d'eau soient utilisés efficacement. On espérait que les années quatre-vingt-dix seraient celles au cours desquelles la conservation et l'utilisation rationnelle des maigres ressources hydriques, humaines et financières recevraient une attention toute particulière. Le taux élevé d'échecs parmi les projets d'approvisionnement en eau au début des années quatre-vingts a diminué depuis que les femmes y participent en tant que gestionnaires et utilisatrices principales.

Le module II du séminaire traitait de la participation des femmes à la planification des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement et il posait la question de savoir ce que les femmes peuvent faire pour que désormais les ressources mondiales en eau cessent d'être menacées. Les recommandations suivantes furent émises:

1. **Planification.** Du personnel féminin qualifié doit participer aux différents stades du processus de planification.

2. **Formulation des projets.** Des femmes qualifiées doivent en assumer la responsabilité afin de garantir une meilleure évaluation des conditions socio-économiques.

3. **Mise en oeuvre.** Comme l'eau pour les besoins ménagers est fournie par les femmes, la mise en oeuvre des projets devra être supervisée par leurs représentantes afin que l'exécution du projet soit conforme à leurs besoins.

4. **Maintenance du projet.** Même un projet bien conçu peut échouer à long terme si les installations ne font pas l'objet d'une maintenance ou ne disposent pas des pièces de rechange, du financement et du personnel technique nécessaires. Puisqu'en définitive ce sont les femmes qui sont les vraies bénéficiaires des projets, elles sont plus à même d'évaluer le type d'approvisionnement et la quantité d'eau dont elles ont besoin.

Le groupe a également considéré qu'une fois le réseau opérationnel, il fallait motiver la communauté bénéficiaire à préserver la source en évitant de gaspiller et de polluer l'eau. C'est en ce domaine que les femmes peuvent intervenir

en se chargeant d'éduquer la communauté. Afin de contribuer à une utilisation optimale des ressources, l'excédent d'eau pourrait servir au jardinage et à d'autres fins. Les femmes pourraient prendre une part active à la conservation des ressources naturelles en eau en plantant des arbres et en encourageant la communauté à les protéger.

Le module III a souligné l'importance que revêt la participation des femmes dans le choix des technologies et la mise en oeuvre des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. De nombreux projets ont échoué, soit que les femmes n'y aient pas participé, soit qu'ils n'aient pas compris le double rôle que celles-ci jouent dans la gestion et l'utilisation des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement destinés aux ménages et dans la protection de l'environnement.

Les participants du séminaire ont conclu que les bénéfices de ces projets pourraient être maximisés s'ils étaient partie intégrante de projets de développement sectoriels de production d'aliments, d'énergie, de logements et de transport. Cette nouvelle approche n'implique pas seulement un engagement formel des gouvernements et des organismes internationaux mais des populations elles-mêmes, au niveau des communautés, et des femmes en particulier. Chaque projet doit commencer avec la participation des femmes, les associer à toutes ses étapes et leur appartenir.

Le module IV a analysé les initiatives d'enseignement et de formation en matière d'eau et d'assainissement destinées aux usagers des installations et aux membres des communautés, et spécialement aux femmes, et les participantes ont fait remarquer que ce volet a toujours été le point faible de tous les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement à cause de l'insuffisance des fonds disponibles, du manque de locaux et d'autres problèmes logistiques. Mais ces obstacles doivent être surmontés et il a été recommandé que tous les projets de ce type prévoient des stages de formation dès l'étape de la planification.

Le matériel pédagogique devra être soigneusement choisi, être approprié, intéressant et facile à comprendre. Il doit également être adapté à leur culture, bien écrit, bien présenté, susceptible d'être reproduit à bas prix et, si possible, traduit dans les langues locales.

L'importance de l'éducation sanitaire et de l'apprentissage de l'hygiène a été soulignée. La formation prévue dans les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement doit être liée à l'éducation sanitaire et aux autres programmes de développement communautaire à travers des cours de vulgarisation, des programmes de coopératives et d'éducation des adultes.

Le module V a examiné l'évaluation des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement et il présentait en particulier le "Procédé d'évaluation minimale" qu'utilise l'Organisation mondiale de la santé. Quatre approches de l'évaluation ont été analysées: le point de vue technique, administratif, impact en matière de santé et au niveau du village. Les administrateurs responsables de la construction, du fonctionnement ou de la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement pourraient utiliser cette évaluation comme un outil de travail et la préciser selon les régions géographiques, la technologie, l'organisation ou le groupement socio-économique.

● ATELIER NATIONAL AU NIGERIA

L'INSTRAW a organisé un atelier national sur *Les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement* à Lagos, du 10 au 16 mai 1989. Il était cofinancé par l'INSTRAW et ZONTA International, organisation non gouvernementale dont le siège se trouve à Chicago, et bénéficiait de la collaboration du Ministère fédéral du développement social, de la jeunesse et des sports nigérien.

L'atelier était coordonné par Victoria N. Okobi, Directrice assistante des programmes pour les femmes et les enfants du Ministère fédéral du développement social, de la jeunesse et des sports. Mme Okobi est aussi membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW.

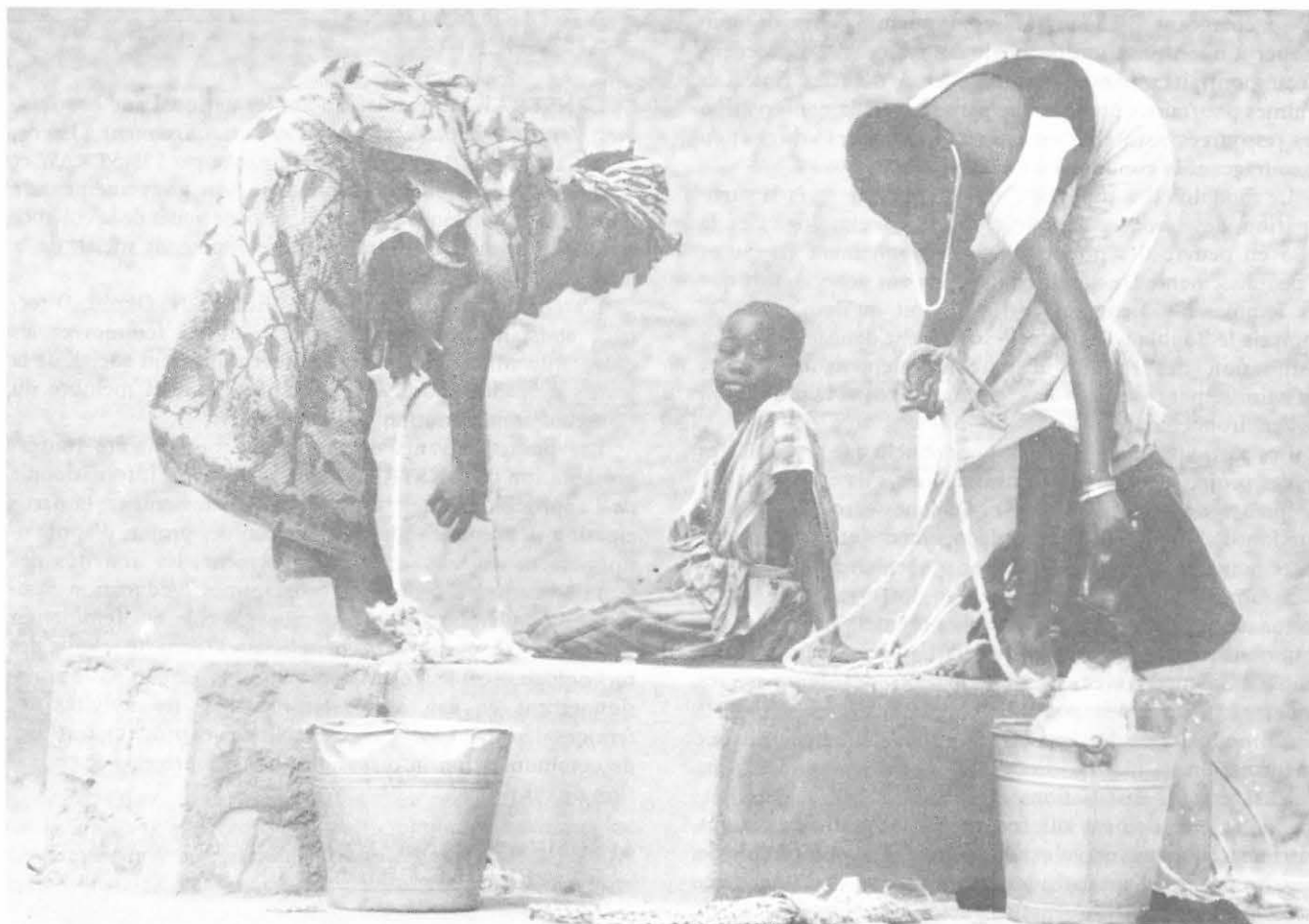
Les points suivants de l'ordre du jour ont été traités: présentation de l'INSTRAW et de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement; la participation des femmes à la planification des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement; les activités des femmes dans les projets et programmes d'éducation sanitaire, d'hygiène et d'assainissement; le rôle des femmes en tant que participantes et bénéficiaires dans le choix des technologies et la formation pour les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement; les activités des femmes dans la phase opérationnelle de ces projets; stratégies de communication/information pour ces projets; et évaluation de ces projets.

● SEMINAIRE NATIONAL DE FORMATION EN AFRIQUE ORIENTALE

Avant le séminaire de Bangkok, l'INSTRAW avait utilisé l'approche modulaire sur *Les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement* prévue pour "former des formateurs" dans quatre séminaires nationaux en Ethiopie, au Kenya, en Somalie et au Soudan. A partir de l'évaluation qu'en ont fait les participants, l'INSTRAW est arrivé à la conclusion que cet ensemble de formation multimédia était adapté et utile en Afrique orientale. Les modules de formation sont actuellement en cours d'évaluation dans la région de l'Asie et du Pacifique (CESAP).

En Ethiopie (Addis Abeba, du 23 au 28 novembre 1987), les participants ont coïncidé sur le fait que l'évaluation identifierait les préoccupations des femmes quant à la mise en place d'installations de distribution d'eau et d'assainissement et mettrait en lumière les domaines où aucune tentative n'avait encore été réalisée pour consulter les femmes en tant qu'utilisatrices et responsables des décisions concernant ces installations. L'équipe d'évaluation devra compter des femmes parmi ses membres et elle devra avoir reçu une formation aux techniques d'évaluation, ont-ils souligné.

Au Kenya (Nairobi, du 9 au 13 novembre 1987), les participants ont établi des critères d'évaluation à long terme pour les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement et ils ont conclu que tous ces projets devraient prévoir des méthodes et procédures d'évaluation permanente. Ils ont réclamé des actions planifiées à l'avance afin d'intégrer les femmes à l'évaluation des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement à toutes les étapes de ceux-ci, ce qui augmenterait leur efficacité.



Tous les jours, les femmes tirent l'eau du puits près de Bandiagara (Mali)

Photo ONU/John Isaac

En Somalie (Mogadiscio, du 13 au 18 février 1988), les participants ont analysé le processus d'évaluation et ils ont présenté quatre études de cas. Ils ont convenus que l'évaluation devait faire partie du processus global de programmation et que les femmes devaient être prises en considération dès les phases suivantes de la mise au point du projet et du processus d'évaluation: analyse de la situation, acceptabilité des installations du point de vue des femmes, répartition des ressources, suivi et évaluation de l'impact spécifique sur les femmes, participation active de la communauté, et des femmes en particulier, et effets du programme sur les femmes.

Au Soudan (Kadugli, du 16 au 21 janvier 1988), les participants ont demandé que soit évalué le rôle des femmes en matière de fonctionnement et d'utilisation des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Cette évaluation devra refléter la participation active des femmes et leur contribution positive à tous les aspects du projet, et entre autres, l'impact de celui-ci sur les femmes.

● MODULE SUR L'EAU POUR LES COMMUNAUTÉS RURALES

En 1989, l'INSTRAW a élaboré, avec la collaboration de la Fondation de l'eau, un module de formation sur les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement à

l'intention de personnes analphabètes, au niveau des communautés. Celui-ci vient compléter l'ensemble de formation modulaire multimédia de l'INSTRAW et du Centre du BIT de Turin préparé en 1986 sur le même sujet.

La Fondation de l'eau, créé en 1976 à Limoges (France) donne des cours de formation technique et professionnelle en matière d'eau ainsi que des services de conseil à l'intention en particulier des pays en développement.

Ce module de formation, disponible en anglais et en français, utilise l'approche interactive et consiste en un manuel du moniteur, une série de 10 modules pour les moniteurs et une série de 80 grands dessins aux légendes très simples.

Le manuel du moniteur comporte un guide pour les usagers, des instructions sur la manière de réaliser une séance de formation et les sommaires des 10 modules, présentés sous forme de fascicules. Les 10 modules traitent les thèmes suivants: extraction de l'eau à partir de puits profonds avec des pompes à eau; obtention d'eau à la colonne d'alimentation; approvisionnement en eau du village; les puits; le transport et le stockage de l'eau; l'hygiène et la propreté; maladies d'origine hydrique et pollution; propagation des maladies d'origine hydrique: bilharziose (ou schistosomiase, infection parasitaire grave); interdépendance de l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé; assainissement par latrines; comités communautaires. □

Le développement africain manque d'eau

Comme la vie elle-même se base sur une infinité d'échanges aqueux, l'accès à l'eau est l'une des conditions nécessaires —quoiqu'insuffisante à elle seule— de la vie et du développement socio-économique. Et pourtant, les experts en développement économique n'ont pas prêté attention à l'impact de la pénurie d'eau sur les possibilités de développement. Cette attitude —une forme catastrophique de "cécité de l'eau"— se fonde sur des impressions qui découlent d'expériences acquises dans les zones tempérées de l'hémisphère nord où l'eau est quelque chose de tout à fait naturel. Cependant, dans le monde, le pays les plus défavorisés sont ceux de la zone intertropicale, semi-aride, menacée en permanence par la sécheresse.

Quel lien unit donc les réserves d'eau et le développement dans des conditions de croissance accélérée de la population, en Afrique surtout? Dans les régions à forte densité de population, plusieurs sortes de pénurie d'eau tendent à se combiner en une spirale dangereuse, qu'aggrave encore l'accroissement de la population et qui se manifestent sous forme de famines provoquées par de mauvaises récoltes en période de sécheresses intermittentes. Etant donné que les deux tiers de la population africaine est menacée par des problèmes de développement directement liés au manque d'eau, il est urgent que les donateurs internationaux et les dirigeants en prennent conscience avant que

l'accroissement démographique ne consume les ressources hydriques encore disponible pour le développement socio-économique. Dans un tel contexte, la question n'est pas "De combien d'eau avons-nous besoin et où la trouverons-nous?" mais bien "De combien d'eau disposons-nous et comment en tirer le meilleur profit possible afin de garantir le développement socio-économique?"

Deux phénomènes sont actuellement en jeu dans le "croissant de la faim" de l'Afrique subsaharienne: la rareté des averses limite l'humidité des sols, ce qui ne permet la croissance des cultures que pendant une période très restreinte et ne laisse, après évaporation, que de très petites quantités d'eau de pluie pour le réapprovisionnement des couches aquifères et cours d'eau. La dégradation du sol accentue encore la pression de l'environnement dans les régions à forte densité de population ou surexploitées, et il en résulte une moindre fertilité des terres, ce qui, à son tour, entraîne un autre type de pénurie d'eau: un manque d'eau d'origine anthropique, tant dans les zones de cultures que dans les puits de la région.

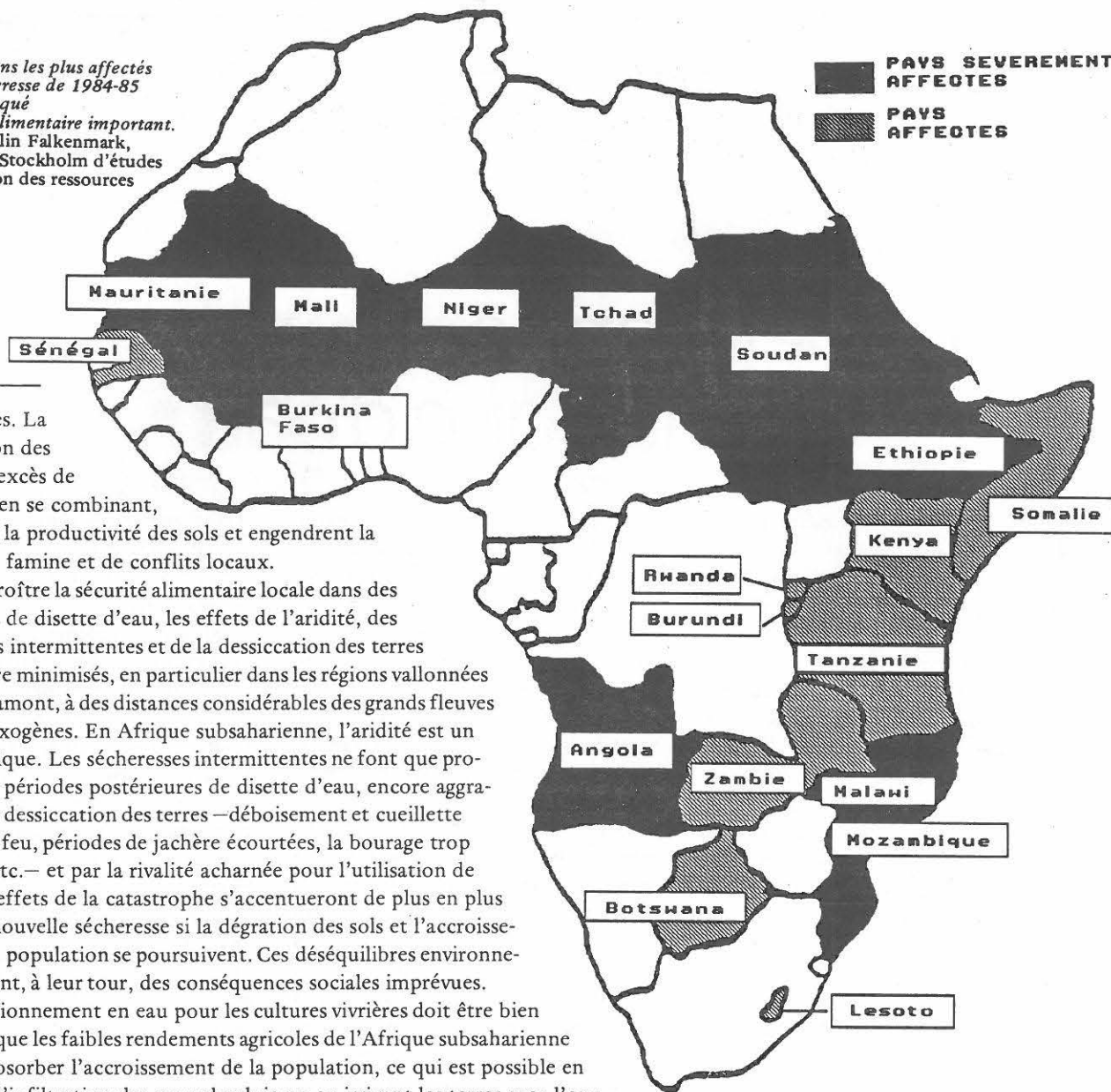
L'excès d'eau peut lui aussi entraîner des dommages considérables: les inondations, par exemple, provoquent de nombreuses victimes. Là où l'eau est rare et où les ressources financières et techniques pour le transport de l'eau manquent, le développement se heurte à de graves problèmes.

Actuellement, ils sont connus sous le nom de sécheresse et de désertification, mais il s'agit tout simplement d'une pénurie d'eau.

Si avoir facilement accès à l'eau est fondamental pour le développement des pays en développement les plus défavorisés et si l'eau est une ressource limitée, l'accroissement accéléré de la population dans de nombreux pays africains devrait monopoliser l'attention générale. Or, et ceci est alarmant, la disette d'eau provoquée par les être humains qui menace actuellement l'Afrique semi-aride tend à ne même pas être considérée comme un problème: ni le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ni la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (mieux connue comme Commission Brundtland) n'ont analysé la relation entre l'eau et la population ni la problématique d'un développement soutenu sous les tropiques. Il pourrait bien s'agir là d'une conspiration du silence car les experts ne souhaitent peut être nullement se voir obligés de contrôler la croissance galopante de la population africaine.

Cette situation délicate de l'Afrique subsaharienne peut être considérée en fonction de quatre modalités différentes et interdépendantes de manque d'eau: aridité, sécheresses intermittentes, dessiccation des terres et excès de demande (c'est à dire la rivalité acharnée pour l'utilisation de l'eau). Les deux premières sont d'origine naturelle et les deux autres causées par

Pays africains les plus affectés par la sécheresse de 1984-85 qui a provoqué un déficit alimentaire important.
 Source: Malin Falkenmark, Groupe de Stockholm d'études sur la gestion des ressources



les hommes. La dessiccation des terres et l'excès de demande, en se combinant, diminuent la productivité des sols et engendrent la menace de famine et de conflits locaux. Afin d'accroître la sécurité alimentaire locale dans des conditions de disette d'eau, les effets de l'aridité, des sécheresses intermittentes et de la dessiccation des terres doivent être minimisés, en particulier dans les régions vallonnées situées en amont, à des distances considérables des grands fleuves aux eaux exogènes. En Afrique subsaharienne, l'aridité est un mal chronique. Les sécheresses intermittentes ne font que provoquer des périodes postérieures de disette d'eau, encore aggravées par la dessiccation des terres —déboisement et cueillette du bois de feu, périodes de jachère écourtées, la bourrage trop profond, etc.— et par la rivalité acharnée pour l'utilisation de l'eau. Les effets de la catastrophe s'accroîtront de plus en plus à chaque nouvelle sécheresse si la dégradation des sols et l'accroissement de la population se poursuivent. Ces déséquilibres environnementaux ont, à leur tour, des conséquences sociales imprévues. L'approvisionnement en eau pour les cultures vivrières doit être bien géré pour que les faibles rendements agricoles de l'Afrique subsaharienne puissent absorber l'accroissement de la population, ce qui est possible en stimulant l'infiltration des eaux de pluie ou en irrigant les terres avec l'eau

disponible dans les réseaux d'eaux souterraines. Dans un cas comme dans l'autre, l'accroissement des récoltes devra rivaliser avec les autres besoins en eau de la société. Des problèmes généralisés de lutte pour l'eau existeront d'ici dix ans. En l'an 2025, 1,1 milliard de personnes, en Afrique —les deux tiers de la population de ce continent— souffrira d'un grave manque d'eau. Comment résoudre ce dilemme? Partir des régions où l'eau est rare est une possibilité qui est déjà en cours de réalisation, importer des aliments en est une autre. Le plus ferme appui que les pays industrialisés pourraient apporter aux nations les plus défavorisées d'Afrique serait pourtant des prix stables pour les denrées alimentaires sur les marchés internationaux, ce qui leur permettrait d'utiliser leur eau à des fins plus rentables et de réduire la gravité de la pénurie d'eau. Mais l'objectif actuel d'autonomie en matière de produits alimentaires n'est probablement pas réaliste à long terme, et il devra être abandonné.

L'approche technologique des pays du Nord cède maintenant la place à une nouvelle philosophie qui se réclame du "débit contrôlé" des systèmes d'eau douce régionaux. L'intérêt croissant des humains pour les questions d'environnement a fait naître une répugnance nouvelle à exporter de l'eau vers les pays qui, comme ils en manquent, acceptent de la payer, ce qui, à son tour, transforme l'eau importée en une ressource peu fiable.

En bref, une perspective plus intégrale de l'eau, de type multidisciplinaire, est nécessaire pour affronter simultanément toutes les formes de dépendance des êtres humains en matière de terre et d'eau et de manque d'eau —que celui-ci provienne de l'aridité, des sécheresses intermittentes, de la dessiccation ou désertification des terres ou encore de la pression de la société pour l'utilisation de l'eau. □

Cet article est extrait d'un travail présenté par Malin Falkenmark à la Réunion des experts sur le Plan de Mar del Plata, tenue à Challes-les-Eaux (France) du 8 au 10 mars 1989. Mme Falkenmark est Secrétaire exécutive du Conseil de recherche en sciences naturelles de la Suède à Stockholm.

Note de l'éditrice: Les idées exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles de l'INSTRAW.

NT

AU MALI: DE NOUVELLES MANIÈRES DE VOIR LES CHOSES

Les femmes sont en train de modifier les priorités et de redéfinir la place qu'elles occupent en tant que principaux agents de l'exploitation des ressources hydriques. Elles veulent s'assurer que leur rôle dans ce domaine ne consiste pas seulement à réaliser des tâches bénévoles et à assister à des réunions entre femmes, mais qu'il s'étend à la formation et à la gestion des programmes d'approvisionnement en eau. Plus encore, elles veulent être sûres que cet approvisionnement n'est pas considéré seulement comme l'affaire ou le droit des femmes —même si ce sont elles essentiellement qui se servent de l'eau— mais bien comme un besoin pour le développement de la communauté tout entière. Par conséquent, une fois formées et outillées comme il convient, elles devront participer aux activités concernant les ressources hydriques en vue de garantir un approvisionnement en eau potable fiable.

Telles sont quelques-unes des conclusions auxquelles est parvenu le premier séminaire international pour les femmes et l'eau célébré pour les pays en développement francophones¹. Organisé par le Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies, avec la collaboration du gouvernement malien, le séminaire s'est tenu à Bamako, du 14 au 18 novembre 1988 et il a réuni plus de 80 femmes et quelques hommes en provenance de 20 pays africains et d'autres régions en développement, tous francophones, d'organisations et de banques internationales, de pays donateurs et d'organisations non gouvernementales. La plupart des participants africains appartenaient au secteur public: assistantes sociales, personnels des départements de l'eau et de l'assainissement ainsi que

des Ministères des affaires féminines et de la santé.

Après huit ans de Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement (1981-1990), le séminaire a analysé les nouvelles approches mises au point au fil des années, ainsi que des indicateurs technologiques et non technologiques, la participation des femmes et de la communauté au fonctionnement et à la maintenance des installations d'approvisionnement et à la maintenance des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, l'autofinancement de ces installations, les possibilités d'activités lucratives grâce à la disponibilité d'eau, les techniques et les indicateurs de formation pour améliorer la qualité de l'eau pour besoins ménagers et la santé.

L'un des sujets traité en profondeur concerne le fait que les pays en développement —l'Afrique surtout— possèdent tant de puits à sec, abandonnés. Selon Claude Sauveplane, qui a participé à la réunion en tant que conseiller technique en eaux souterraines du Département, la cause majeure de ce phénomène est la mauvaise conception des puits ou une évaluation erronée des ressources hydriques. "On ne dit pas toujours aux villageois que les ressources hydriques sont limitées —qu'ils ne doivent pomper que quatre heures par jour, par exemple. De sorte que les puits s'assèchent et les communautés retournent à leur point d'eau originel, souvent pollué", a-t-il dit. "En Afrique, pendant la sécheresse, beaucoup de groupements, pleins de bonnes intentions, sont venus dans les communautés forer des trous de sonde, puis ils sont repartis —sans même prendre le temps ni investir les ressources nécessaires afin de former les villageois à la maintenance des pompes et à la gestion des ressources hydriques. Nous savons désormais que c'était la meilleure façon d'échouer".

Le lien qui unit la qualité de l'eau, l'assainissement et le besoin d'éduca-

tion sanitaire a également été étudié par les participants, qui ont demandé instamment la réalisation périodique de tests chimiques et bactériologiques de l'eau potable. "L'eau, source de vie, peut aussi devenir un instrument de mort quand elle est polluée", a conclu l'un des groupes de travail.

L'adaptabilité des technologies devra être fonction de la qualité de l'eau et de sa quantité de même que de la participation des communautés, fut l'une des recommandations des participantes. Elles demandèrent également l'instauration d'un dialogue permanent entre stagiaires et bénéficiaires des projets de distribution d'eau pour tout ce qui concerne les questions de qualité de l'eau, d'assainissement et d'hygiène.

A cause de la crise économique qui sévit dans la plupart des pays présents au séminaire, les participantes se sont intéressées tout particulièrement à la récupération de l'investissement et au financement des activités relatives aux ressources hydriques qui sont d'importance capitale pour la durabilité de l'exploitation. Des puits et des pompes fiables, bien conçus et en bon état de marche peuvent contribuer à alléger considérablement le fardeau des femmes des pays en développement, mais on ne peut s'attendre à ce qu'elles assurent la maintenance des installations et de l'équipement de distribution d'eau sans le concours de réseaux de soutien. Le séminaire a donc recommandé de donner à la communauté tout entière une formation technique permanente en matière de fonctionnement et de gestion de ces technologies. Par ailleurs, les techniciens et les artisans locaux requièrent une formation plus poussée. Ce n'est que lorsque ceci aura été fait, a dit le séminaire, que la participation des femmes et du reste de la communauté pourra contribuer de manière appréciable au développement soutenu du secteur. □

Judith Brister, Département de la coopération technique pour le développement.

1. Pour obtenir des exemplaires des travaux du séminaire; Marcia Brewster, Service des ressources hydriques, DCTD, Nations Unies, New York, NY 10017.

Le PNUD lance une nouvelle revue sur l'eau et l'assainissement

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vient de lancer une nouvelle publication trimestrielle, intitulée *Source*, destinée à faciliter l'échange d'informations sur les initiatives du monde entier pour améliorer les services de distribution d'eau, d'assainissement et d'éducation sanitaire dans les pays en développement.

Le principal article du premier numéro de *Source* (juin 1989) analyse le programme du FISE qui vise à doter la moitié de la population rurale du Guatemala d'eau salubre d'ici 1990. L'article prend essentiellement comme point de mire le lointain département d'Huehuetenango, où 20 pour cent à peine des communautés sont desservies en eau et la ville de Guatemala où moins de 70 pour cent des habitants ont un service de ramassage d'ordures adéquat. Le PNUD et la Banque mondiale participent activement à des projets destinés à résoudre les besoins urgents de la capitale en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

D'autres articles traitent de l'équilibre entre tourisme et

approvisionnement en eau à la Grenade, de programmes de construction de latrines au Zimbabwe, des efforts pour l'erradication du vers de Guinée qui infeste près de 20 millions de personnes dans le monde entier d'ici l'année 1995, le combat mené contre la diarrhée au Bangladesh et la stratégie en matière d'eau et d'assainissement du Canada.

Des articles de journaux et des analyses de revues sont également inclus dans *Source*, qui remplace la revue précédente de l'organisme *Decade watch*. Elle est publiée sous couverture glacée, en couleurs, par la Division de l'information, PNUD, One UN Plaza, New York, NY 10017. □



LES FEMMES, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

(suite de la page 5)

local, des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans quatre domaines fondamentaux: 1) choix du site: en tant qu'utilisatrices et en tant que membres d'organisations d'usagers; 2) entretien et gardiennage: en tant que membres d'équipes mixtes d'hommes et de femmes qui se répartissent les tâches conformément aux patrons culturels; 3) gestion locale: en tant que membres des comités de gestion locaux et au sein des comités de gestion parallèles d'hommes et de femmes; 4) systèmes autonomes: services de fonctionnement, gestion et maintenance.

Lors de l'évaluation de l'impact que les projets d'approvisionnement en eau ont sur les femmes, plusieurs questions cruciales doivent être posées: les femmes tirent-elles un profit économique du temps qu'elles gagnent grâce au projet et comment l'utilisent-elles pour des activités de création de revenus? Les femmes ont-elles vu s'améliorer leur condition sanitaire, à savoir ont-elles davantage de temps pour la lessive et leur toilette, davantage de connaissances et un comportement différent vis-à-vis de l'utilisation de l'eau, l'hygiène personnelle, la préparation des repas, la propreté de l'environnement

et l'évacuation des ordures? Ont-elles été rémunérées pendant la construction du projet et ont-elles acquis de nouvelles qualifications?

La participation active des femmes aux programmes de formation relatifs à l'eau et l'assainissement doit tenir compte des aspects suivants:

1) Des dispositions précises doivent être prises afin de recruter un certain pourcentage de femmes stagiaires. 2) Des mesures spécifiques sont indispensables afin de faciliter la participation des femmes aux stages de formation, et la célébration de ceux-ci dans leur village, et des garderies d'enfants devront être prévues. 3) Il faut former des femmes à être monitrices communautaires afin de toucher un plus grand nombre de femmes. 4) Puisque les femmes travaillent plus facilement que les hommes en tant que bénévoles communautaires, il faut sensibiliser les communautés à les appuyer en espèces ou en nature ou bien à les libérer du travail obligatoire. Si cela n'est pas possible, elles doivent faire l'objet d'un hommage ou de félicitations. 5) Lors de la formation des promoteurs sanitaires communautaires, il faut s'efforcer de promouvoir des activités de coopération qui

incorporent les volets eau et assainissement aux programmes de formation en matière de soins de santé primaire, santé et hygiène. En conséquence, la responsabilité institutionnelle de la formation devra être partagée. Et c'est pourquoi il faut former les femmes non seulement en tant qu'utilisatrices mais encore en tant que promotrices et monitrices; il faut également tenir compte des structures sociales existantes.

Il existe de nombreux exemples de solutions heureuses aux problèmes régionaux d'approvisionnement en eau et d'impact positif sur l'environnement et le bien-être socio-économique des femmes et des communautés. Dans presque tous ces projets, on avait accordé à la participation des femmes un ordre de priorité très élevé. Lorsqu'elles ont reçu la formation adéquate, les femmes ont prouvé qu'elles savaient s'occuper des pompes, construire des latrines, poser des canalisations, collecter des fonds, enseigner et faire bien d'autres choses encore —professions qui vont bien au-delà de leur rôle traditionnel. Il est clair que le succès dépend en grande partie des femmes. □

LES STRATEGIES D' APRES-NAIROBI

La convocation d'une conférence conjointe sur les disparités sexuelles et la planification et programmation du développement a été l'une des recommandations qu'a faites le Séminaire sous-régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes sur "Les femmes et le développement: stratégies alternatives pour l'après-Nairobi", qui s'est tenu au siège de l'INSTRAW du 11 au 14 juillet 1989. L'organisation de cette conférence était au nombre des recommandations faites par les participantes de l'un des groupes de travail chargé de l'évaluation des directives et listes de contrôles pour l'élaboration des programmes et des projets nationaux de développement. Ce groupe a suggéré qu'elle se tienne sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Banque caribéenne de développement et l'INSTRAW.

Par ailleurs, ce groupe de travail a identifié, entre autres, les questions prioritaires suivantes pour l'élaboration des politiques et des actions à entreprendre: interdépendance des questions relatives au développement, aux femmes et à l'écologie; renforcement des organisations communautaires grâce à la formation et à l'enseignement; impact de la macro-économie, et en particulier de la dette extérieure, sur les femmes; et la situation des femmes dans les zones franches industrielles, le commerce international et les industries d'exportation.

La ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes par de plus nombreux Etats Membres devra être encouragée, a déclaré un autre groupe de travail qui avait centré ses débats sur le Comité pour l'élimination de la discrimination envers les femmes. Les participantes ont pris note du fait que la plupart des Etats Membres n'avaient pas encore élaboré de politiques nationales pour faire des femmes des partenaires à part entière dans le domaine politique, social et économique, bien que quelques gouvernements

aient des lois en souffrance à cet égard. La Convention devra être plus largement diffusée afin d'en faciliter l'application à l'échelon national. Les gouvernements devront être encouragés à consacrer des ressources humaines et financières pour l'amendement ou la rédaction de clauses juridiques conformes à la Convention. Les pays caribéens ayant terminé leur premier rapport national au Comité devront être encouragés à prêter leur assistance technique à d'autres pays qui ne l'ont pas encore fait par le biais de mécanismes tels que la Coopération technique entre pays en développement. Et enfin, les gouvernements devront obtenir la participation de toutes les organisations nationales —et en particulier de celles qui s'occupent du développement et des femmes— au processus de consultation préalable à l'élaboration de leur rapport.

Les tendances générales, les perspectives et les obstacles en ce qui concerne la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme et les résultats obtenus en la matière dans les différents pays furent présentés au Séminaire. Les participantes ont examiné les problèmes de statistiques dans la planification du développement, le plan à moyen terme pour la promotion de la femme de tout le système des Nations Unies (1990-1995), les technologies de communication appliquées aux femmes ainsi que les méthodes de formation et d'évaluation.

Près de 45 représentantes de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et féminines, ainsi que d'institutions d'enseignement et de recherche, en provenance de la Barbade, du Belize, du Costa Rica, de la Dominique, du Guyana, d'Haïti, du Mexique, de Nevis-Saint-Kitts, ainsi que du pays d'accueil, la République dominicaine, ont assisté au séminaire. Le PNUD, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la CARICOM y étaient également représentés.

Parmi les intervenantes, on peut

citer Hilkka Pietilä, Secrétaire générale de l'Association finlandaise pour les Nations Unies qui a financé le séminaire, Pauline Eccles, chercheuse de la Commission irlandaise pour la justice et la paix, en représentation du Réseau européen des femmes et du développement, Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'Institut. Le rapport de ce séminaire est disponible sur demande. □

L'INSTRAW S'ADRESSE AUX ONG

New York, le 18 mai 1989

La Directrice de l'INSTRAW, Dunja Pastizzi-Ferencic, a pris la parole devant près de 200 organisations non gouvernementales (ONG) dans la bibliothèque Dag Hammarskjöld, au siège des Nations Unies à New York. Cette réunion d'information a fait le point sur les activités de l'INSTRAW, et en particulier, sur celles relatives aux statistiques sur le secteur non structuré, l'accès des femmes au crédit et les nouvelles technologies de communication appliquées aux femmes et au développement. Avant la réunion, le film de l'INSTRAW "Les femmes: une nouvelle dimension du développement" avait été projeté. Une séance de questions-réponses donna lieu à de nombreuses interrogations portant sur l'Institut.

La conférence de Mme Pastizzi-Ferencic a été qualifiée comme l'une des mieux accueillies de l'année. Les ONG sont ainsi tenues au courant chaque semaine par de hauts fonctionnaires des Nations Unies. □

Les femmes, la population,

Un séminaire de formation pour l'Amérique centrale et les Caraïbes sur *Les femmes, la population et le développement*, parainé conjointement par l'INSTRAW et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) s'est tenu au siège de l'INSTRAW, à Saint-Domingue, du 22 au 26 mai 1989.

Plus de vingt représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ont assisté à ce séminaire intensif et interactif. Les participants ont analysé les liens existants entre les rôles reproductif et productif des femmes, entre fertilité et emploi, entre travail et famille, ainsi que l'impact de l'émigration sur les femmes, les programmes de planification familiale et les problèmes sociaux engendrés par la grossesse des adolescentes. Malgré les différences historiques et culturelles entre pays anglophones, francophones et hispanophones, les participants ont conclu qu'ils avaient de nombreux points en commun. Un dialogue constructif s'est noué entre femmes et hommes d'origines et de disciplines différentes et il est vraisemblable qu'ils travailleront en faveur de l'intégration des affaires des femmes aux étapes appropriées de la programmation et de l'exécution des projets dès leur retour dans leurs pays respectifs. La méthode innovatrice qu'a utilisée l'INSTRAW a rendu le processus d'enseignement et d'apprentissage du séminaire à la fois souple et pratique.

Les pays suivants étaient représentés au séminaire: Barbade, Chili, Costa Rica, Cuba, Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Mexique, Nevis-Saint-Kitts, Puerto Rico, République dominicaine, et Trinité-et-Tobago. □

INTERVIEW



VIRGINIA OFOSU-AMAAH, fonctionnaire technique du Service spéciale pour les femmes, la population et le développement au siège du FNUAP à New York, représentait le Fonds à ce séminaire. Voici un résumé d'un entretien avec Mme Ofosu-Amaah, Ghanéenne d'origine, qui avait travaillé pendant 21 ans au Ministère de planification financière et économique du Ghana en tant que planificatrice régionale sanitaire et ensuite comme consultante de plusieurs organisations des Nations Unies avant d'entrer au FNUAP.

INSTRAW Nouvelles: Pourriez-vous nous parler des activités de formation du FNUAP pour les femmes?

VIRGINIA OFOSU-AMAAH: La formation est l'un de nos axes fondamentaux parce que nous croyons que c'est la seule manière de faire prendre conscience aux gens et d'expliquer les concepts de disparités sexuelles et les méthodes pour améliorer la programmation. La stratégie des Nations Unies en matière de femmes, population et développement comporte une disposition visant à former le personnel de l'ONU, le personnel extérieur et les fonctionnaires gouvernementaux, et à leur apprendre à tenir compte des disparités sexuelles dans tous les programmes et projets financés par le FNUAP. A cette fin, nous avons organisé au FNUAP, avec la collaboration d'autres organisations des Nations Unies, un certain nombre d'ateliers dont le premier atelier au Siège pour le personnel des Nations Unies. Après les ateliers, nous assurons le suivi au niveau national et local. Bien qu'il soit difficile d'évaluer les résultats de notre travail et qu'il faille un certain temps pour interioriser de nouveaux concepts sur les relations entre les deux sexes, je crois qu'un nouvel état d'esprit est né chez notre personnel en ce qui concerne les questions des femmes.

IN: Comment fonctionne le Service pour les femmes au FNUAP?

VOA: Nous avons deux professionnelles, une secrétaire et une assistante de recherche. Le travail à accomplir est énorme mais nous espérons qu'une fois que le personnel des Nations Unies aura été formé, il sera sensible à ces questions. Notre tâche consiste à coordonner, à faire des recommandations et à fournir de l'aide technique.

IN: Quelle est votre opinion sur ce séminaire?

VOA: C'est le premier séminaire que nous organisons pour les hauts fonctionnaires gouvernementaux, les fonctionnaires qui s'occupent des femmes et du développement, les spécialistes en études sur les femmes et les ONG. Il est important d'établir des réseaux nationaux afin de réunir les chercheurs universitaires qui mettent les résultats de leurs travaux à la disposition des intéressés et les fonctionnaires gouvernementaux qui élaborent les programmes. J'aurais malgré tout aimé qu'il y ait une participation plus nombreuse du personnel des ministères de planification, puisque c'est lui qui établit les plans et alloue les ressources. Il est donc très important que nous puissions le toucher. Ce séminaire a cependant été extrêmement participatif. □

le développement

INTERVIEW



DENIS McINTOSH, administrateur de programme au bureau du PNUD de la Barbade, en charge également d'Antigua-et-Barbuda et de Nevis-Saint-Kitts ainsi que des questions relatives aux femmes et au développement, a, lui aussi, été interviewé par l'INSTRAW pendant le séminaire. Voici des extraits de cet entretien.

INSTRAW Nouvelles: Qu'est-ce qui vous a incité à assister au séminaire? Vous a-t-il été utile? Et si oui, en quoi?

DENIS McINTOSH: Au PNUD, nous venons de définir quatre domaines auxquels nous accordons la priorité: l'environnement, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les femmes. Ma présence à ce séminaire —de même qu'à l'atelier précédent qui s'est tenu ici même, à Saint-Domingue, en novembre 1988— a beaucoup à voir précisément avec les efforts réalisés en vue de procurer le maximum de formation, non seulement à moi qui suis le point focal pour les femmes et le développement au bureau du PNUD, mais aux administrateurs de programmes en général, puisque nous avons reçu le mandat de tenir compte des questions de disparité sexuelle dans tous nos projets. Je crois que la population est un élément crucial et fondamental du développement global, et dans les Caraïbes orientales, en particulier, qui sont à la veille de recenser leurs habitants, le volet population a des implications considérables.

IN: Comment transmettez-vous à d'autres fonctionnaires la formation que vous avez reçue ici? Quel est l'impact de nos séminaires?

DM: Lorsque je suis rentré à la Barbade après le séminaire précédent

INSTRAW/PNUD/FNUAP, j'y ai organisé un atelier similaire auquel j'ai convié des participants appartenant aux départements de planification économiques et aux départements pour la femme de tous les pays de l'Organisation des pays de la Caraïbe orientale. Nous avons également des participants issues du PNUD, du FISE, de l'Unesco, de l'OPS, de l'OMS et du Programme alimentaire mondial. Je crois que cette manifestation a été un succès car beaucoup d'entre eux n'avaient jamais abordé jusqu'alors ces sujets et nous avons pu examiner la question des disparités sexuelles avec ces personnes, déjà très sensibilisées à cette problématique, mais qui ne comprenaient pas réellement son importance ni en quoi les choses avaient changé.

IN: Parlez-nous de vos autres réalisations pour les femmes.

DM: Je travaille dans ce domaine depuis mon entrée aux Nations Unies. Mais ma première participation formelle à un projet en faveur des femmes et du développement a eu lieu à Monserrat en 1981. Nous avons créé ce que nous avons appelé une "petite industrie de confection". Après avoir regroupé quelques femmes très pauvres des zones rurales qui avaient l'habitude de coudre chez elles, nous leur avons installé une petite fabrique, nous les avons formées

et nous leur avons alloué une indemnité de subsistance pour leurs allers et retours à la fabrique. Nous avons même envoyé quelques-unes de ces femmes à l'étranger travailler dans de grandes entreprises de manufacture de vêtements afin qu'elles mettent en pratique, à leur retour à Monserrat, ce qu'elles auraient appris.

IN: Vous affirmez que les questions de disparité sexuelle vous ont toujours intéressé. Pourquoi?

DM: Eh bien, tout simplement parce que je suis plutôt pragmatique et je considère qu'exclure l'une des composantes les plus importantes des activités économiques mondiales manque vraiment de bon sens. Cela est absurde de priver un groupe de personnes de la possibilité de participer pleinement à tout le processus de développement.

IN: Considérez-vous qu'il y a encore au sein du système des Nations Unies une certaine résistance à s'occuper des questions des femmes?

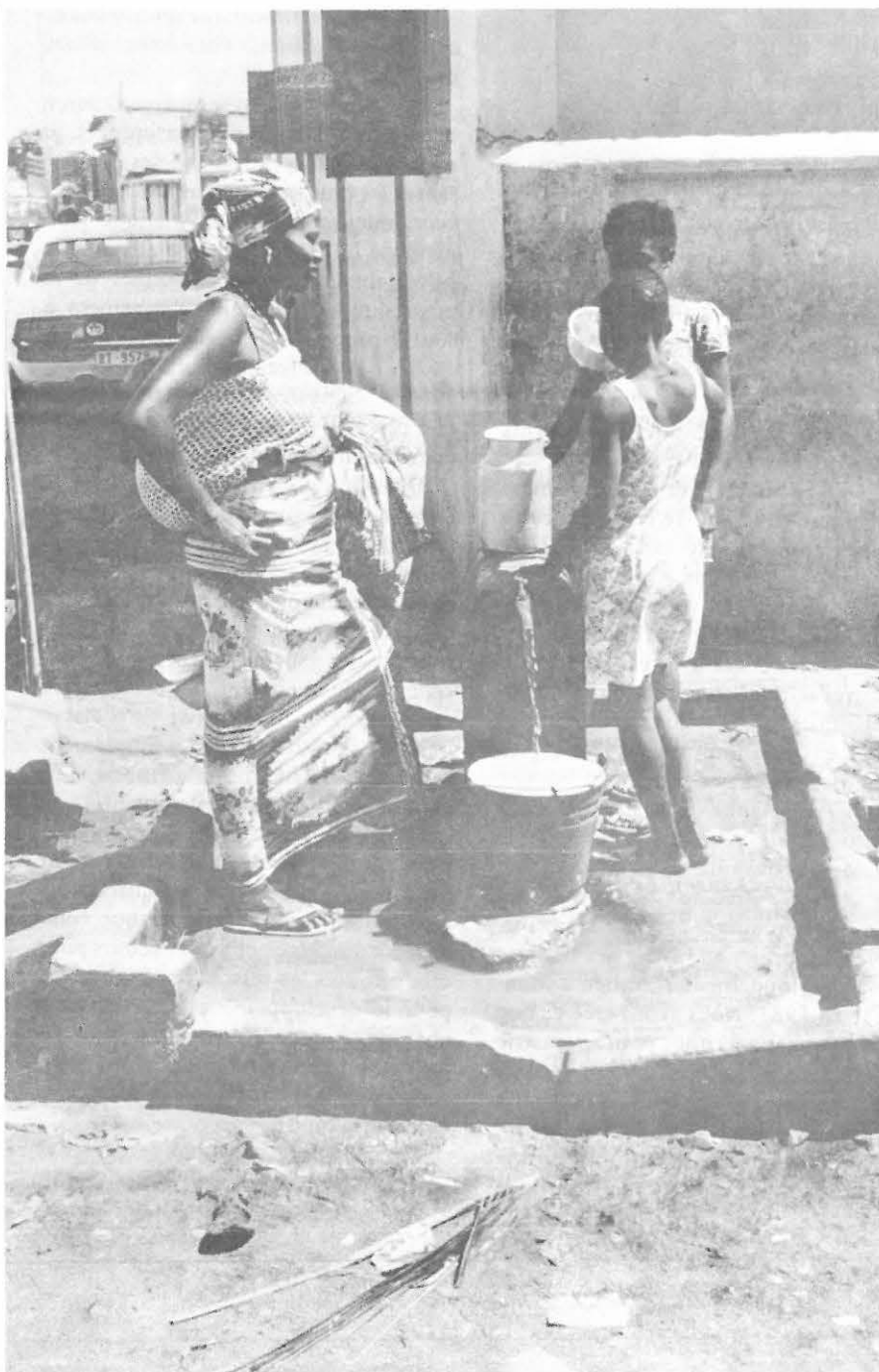
DM: Oui, il y en a. Je crois que cette résistance est surtout le fait de l'ignorance, ignorance du contenu de ces questions et de ce que nous essayons de mettre sur pied quand nous parlons des femmes et du développement. Très souvent, les gens ne voient que le concept le plus restreint, ils croient que nous parlons uniquement de "discrimination positive" et de simplement nommer une femme à un poste à la place d'un homme. Mais en réalité, cela est bien plus profond: la problématique des femmes et du développement touche au coeur même de l'infrastructure économique. Mettre chaque composante à sa place et avoir recours pour cela à toutes les ressources disponibles pour le développement économique a un sens, comme en a un le fait de ne pas écarter certaines de ces ressources à cause des particularités historiques et culturelles qui sont les nôtres.

IN: A votre avis, quels progrès ont

(suite page 37)

***Les femmes du monde
en développement transportent
et boivent une eau souvent polluée
qui est aussi celle avec laquelle
elles travaillent.***

UN PHOTO/A. Rozberg



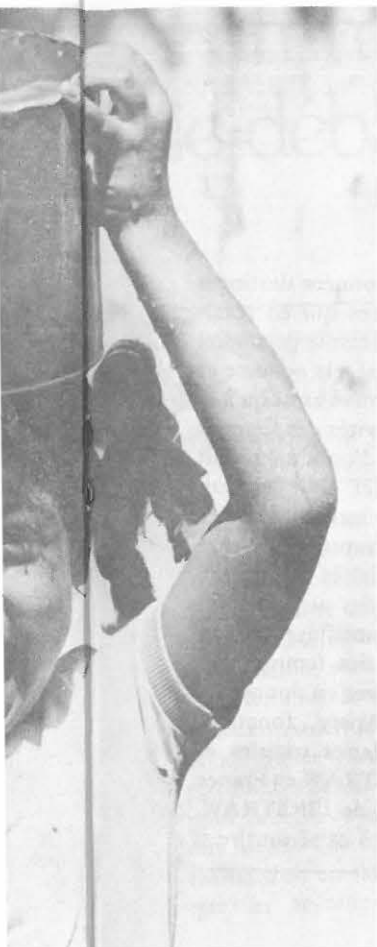
A Lomé (Togo), l'approvisionnement en eau est municipal.



Les enfants vont aussi chercher l'eau. Ici à Saint-Domingue (République dominicaine).



La lutte contre la désertification fait partie des objectifs de cette coopérative à Ouabigouya (Burkina Faso)



Sagrada Bujosa/CIPAF



Un robinet à Pokhara Népal qui sert besoins locaux.

Photo ONU/John Isaac

Eau et assainissement



jectifs de cette

UN PHOTO/John Isaac

***Les femmes sont les
bénéficiaires principales
et les gestionnaires
des projets
d'approvisionnement
en eau.
Les planificateurs doivent
prendre en compte ce rôle.***

UTILISATEURS ET PRODUCTEURS DE STATISTIQUES

Saly (Sénégal), du 26 au 30 juin 1989

Ce séminaire a été organisé dans le cadre d'un projet à long terme de l'INSTRAW qui vise à améliorer la collecte, la compilation et l'analyse des données relatives aux femmes ainsi qu'à consolider le dialogue entre utilisateurs et producteurs de statistiques et d'indicateurs sur les femmes et le développement. La Division des femmes et des droits de la femme du Ministère du développement social du Sénégal en était le co-organisateur.

Les participants ont analysé les sources de données et la disponibilité de statistiques sur les femmes, la pertinence des méthodes de collecte des données et l'adéquation des concepts pour évaluer les contributions socio-économiques des femmes, l'identification des besoins de données ainsi que les

stratégies en vigueur pour la compilation et l'utilisation des statistiques. Ils ont recommandé que l'information encore inexploitée, à savoir les rapports élaborés par les bureaux régionaux du Ministère du développement social, les enquêtes de l'Ecole nationale d'économie appliquée, les études réalisées par les étudiants des écoles de formation soit mise à profit et que ces données soient analysées en profondeur et désagrégées par sexe.

Ils ont considéré qu'il est nécessaire de créer un service de statistique au sein du Ministère afin de centraliser les données sur les femmes et d'en tirer parti ainsi que d'établir des relations de coopération avec les autres organismes gouvernementaux. Il faudrait également élaborer des questionnaires

pour la collecte des données destinées à la banque de données qui en résultera. Ils ont demandé que le personnel du Ministère soit formé à la collecte et au traitement des données ainsi qu'à la quantification des activités des femmes et que des sondages d'opinion soient effectués, en particulier pour les activités du secteur non structuré, telles que le commerce, la couture, la culture maraîchère, et les activités ménagères. Le facteur "temps" des activités des femmes devra être quantifié et le taux de désertion scolaire des femmes calculé; il faudra également en donner les motifs. Marie Paul Aristy, fonctionnaire chargée des affaires sociales et économiques de l'INSTRAW et France Cavaillet, consultante de l'INSTRAW, ont également assisté à ce séminaire. □

VISIBILITE DES FEMMES DANS LES STATISTIQUES

Bombay (Inde), du 3 au 7 juillet 1989

L'INSTRAW a organisé avec la collaboration du Département pour le progrès des femmes et des enfants du gouvernement indien et l'Université des femmes de Bombay, un atelier de formation sur la *Visibilité des femmes dans les statistiques et les indicateurs: nouvelles perspectives*. L'un des buts principaux de ce séminaire était de mettre au point des instruments et des méthodes plus adéquats qui rendraient mieux compte des activités des femmes.

Les participants ont analysé les bases de données existantes en ce qui concerne le travail des femmes et leur promotion ainsi que les statistiques sur l'emploi et le chômage. Comme le deuxième test préliminaire du questionnaire qui sera utilisé pour le recensement de 1990 en Inde est actuellement en cours, les discussions ont également porté sur les problèmes de con-

cepts et de définitions dont il faut tenir compte lors de la saisie des données.

Les recommandations à l'échelon national portent, entre autres, sur l'élaboration d'une liste d'indicateurs de remplacement appropriés, tels que les comportements en matière de nutrition, de loisirs et de travail, lesquels seraient plus représentatifs de la nouvelle situation des femmes. Les organisations de développement et les ministères gouvernementaux devront modifier le concept de ménage afin de montrer clairement que les ménages sont des centres d'activités. Les enquêtes sur l'emploi du temps devront souligner les relations entre les sexes au sein de la société et des enquêtes sur les femmes qui travaillent devront être entreprises afin de permettre une estimation de la sous-énumération lors du recensement de 1991.

A l'échelon international, les participants du séminaire ont recommandé qu'avant que ne soit terminée la révision du système de comptabilité nationale, les études définissant les démarcations entre travail productif et travail non productif des femmes soient diffusées. L'INSTRAW et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) doivent organiser d'autres séminaires et ateliers afin de diffuser les nouveaux concepts et méthodes au niveau international et au niveau des pays.

Quarante personnes issues du Bureau national de statistique, de plusieurs services gouvernementaux engagés dans la collecte de données, ainsi que des chercheurs et des organisations non gouvernementales s'intéressant aux femmes et au développement ont assisté au séminaire. □

Femmes et développement: le débat continue aux Nations Unies

Les femmes, la santé et le développement en Amérique centrale

Washington, le 10 juillet 1989

Les organisations interaméricaines ainsi que celles du système des Nations Unies ont été invitées par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) à participer le 10 juillet à une réunion inter-organisations sur le Projet sous-régional "Les femmes, la santé et le développement en Amérique centrale, au Panama et au Belize". Après avoir étudié les possibilités de coopération et de soutien pour la mise en oeuvre du projet, elles ont défini leurs propres activités et réalisations en faveur des femmes ainsi que les secteurs où elles pouvaient

collaborer. Ce projet, d'une durée de quatre ans, a été élaboré en 1988 par l'OPS dans le but de contribuer à l'amélioration de la situation socio-économique des femmes et d'aider à leur intégration au processus de développement par le biais d'actions entreprises dans le domaine de l'emploi, l'éducation et la santé.

Vera Gathright du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) a parlé du désir de l'INSTRAW d'aider à planifier et à préparer les études par pays, de sou-

tenir les groupements de femmes et le forum sous-régional sur les femmes et le développement intégral et de faire connaître le problème à travers les moyens de communication de masse. L'INSTRAW pourrait prêter son assistance technique dans les domaines du projet qui s'occupent des femmes du troisième âge et de l'eau et l'assainissement. Le module de l'INSTRAW qui porte sur "Les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement" pourrait également être mis à sa disposition.

LES FEMMES D'AMERIQUE CENTRALE CONFRONTENT DE GRAVES PROBLEMES DE SANTE

Le projet de l'OPS est une réponse aux graves problèmes de santé de l'Amérique centrale où les déficiences en matière d'eau potable et d'assainissement sont liées à un taux de mortalité infantile élevé causé par les infections gastro-intestinales. Comme le dit le sous-projet de juin 1989 intitulé "Santé globale des femmes en Amérique centrale, au Panama et au Belize", l'Amérique centrale se caractérise depuis l'époque coloniale par des injustices et des inégalités sociales et économiques entre les différentes couches de la société. Les femmes les plus déshéritées souffrent d'une double discrimination: sociale et sexuelle. De plus, la crise économique et politique des années quatre-vingts a eu des conséquences considérables sur les femmes d'Amérique centrale qu'elles soient ou non chefs de famille. Dans l'ensemble ce sont les femmes qui ont assumé la responsabilité de l'économie du ménage et de la détérioration progressive des revenus de la famille.

Les études des Nations Unies ont confirmé qu'il existe une corrélation positive entre le niveau d'instruction des femmes et la santé, entre la dimension de la famille et l'emploi. La relation entre l'âge où la femme accouche

et l'incidence des risques sanitaires pour la mère et l'enfant ont également été bien étudiées. Les taux de mortalité liés à la maternité en Amérique centrale étaient de 6 à 10 fois supérieurs à ceux du Canada, de Cuba, du Costa Rica et des Etats-Unis. Les adolescentes d'Amérique centrale ont un taux de fertilité très élevé: 60 pour cent des jeunes filles âgées de 15 à 17 ans sont sexuellement actives mais ignorent la contraception ou n'y ont pas accès.

L'une des manifestations du sous-développement de la région qui affecte directement le taux de mort infantile est la rareté de l'eau, ce qui oblige les femmes à accomplir la corvée d'aller chercher l'eau et de la transporter sur de grandes distances. D'abord, ces femmes sont le plus souvent mal alimentées; si en plus elles sont enceintes, leurs enfants naîtront probablement avec un poids inférieur à la moyenne, si tant est qu'ils survivent. Le manque d'approvisionnement en eau au sein de la communauté est donc en rapport direct avec les graves problèmes de santé de toute la sous-région et joue un rôle capital dans le mandat du projet de l'OPS. □

A cette réunion organisée par l'OPS —bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)— ont assisté des représentants de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission interaméricaine de la femme, de l'Organisation des Etats américains (OEA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA) et le Conseil supérieur des universités d'Amérique centrale. Les débats ont porté sur le projet-cadre sous-régional et sur son

sous-projet concernant "La santé globale des femmes en Amérique centrale, au Panama et au Belize" soumis à la communauté internationale et approuvée par celle-ci en juin 1989. Ces deux projets ont été élaborés dans le cadre du *Plan des besoins de santé prioritaires en Amérique centrale et au Panama*.

Le projet de base inclut les buts et stratégies spécifiques cités ci-dessous:

- améliorer la disponibilité et la qualité de l'information sur les femmes et mesurer les changements dans les conditions socio-économiques et sanitaires de celles-ci;

- promouvoir des changements afin de vaincre les obstacles légaux, culturels et idéologiques qui s'opposent à la

participation et à l'égalité des femmes;

- renforcer le rôle des femmes dans la prise de décisions au sein de la famille, de la communauté et de la nation tout entière;

- promouvoir et accroître les groupements et organisations de femmes;

- améliorer l'égalité des chances en matière d'emploi, d'éducation et de santé;

- promouvoir des systèmes alternatifs de garderie d'enfants, encourager la participation des hommes aux travaux ménagers et à l'éducation des enfants et mettre au point des technologies appropriées afin de donner du temps libre aux femmes et faciliter leur développement personnel et leur intégration au processus socio-économique de chaque pays. □



Le programme alimentaire mondial appuie l'aide alimentaire aux femmes du tiers monde

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a adopté une série de directives sur les femmes et le développement afin de s'assurer que l'aide alimentaire fera progresser la productivité des femmes dans les activités lucratives. Ces directives mettent en garde contre les projets destinés exclusivement aux femmes qui tendent à les confiner dans des activités typiquement féminines, d'une valeur économique souvent marginale, et elles reflètent la volonté croissante du Programme d'orienter les actions de développement en faveur des femmes.

Une partie considérable du milliard de dollars que le PAM destine annuellement à aider les pays en développement est canalisée à travers des projets aliments-contretravail destinés aux plus déshérités, aux affamés et aux chômeurs —et le plus souvent il s'agit de femmes. Dans de nombreux pays, la majorité des personnes qui travaillent à ces projets sont aussi des femmes. Chargées traditionnellement d'assurer la survie de leur famille, les femmes sont souvent plus motivées que les hommes à travailler en échange d'aliments afin d'obtenir ainsi des revenus supplémentaires qu'elles peuvent mieux contrôler et qu'elles utilisent pour le bien-être de leur famille.

Les femmes sont également les principales bénéficiaires des projets de santé et de nutrition du PAM, lesquels fonctionnent en liaison étroite avec les centres de soins pour les mères et les enfants. En outre, les femmes et les enfants sont souvent les principaux bénéficiaires des opérations de secours d'urgence.

Les directives générales indiquent comment évaluer chaque type de projet selon l'impact qu'ils ont sur les femmes qui produisent par rapport aux hommes qui produisent également; comment garantir l'accès légitime des femmes aux ressources, aux services et aux activités des projets; les effets de ceux-ci sur la production et les revenus des femmes; et comment ils satisferont les besoins, les demandes et les priorités des femmes.

Des directives sectorielles portent sur les projets de développement agricole et rural, les colonisations rurales, la diversification des cultures, la production laitière et pastorale, la foresterie, la sécurité alimentaire, les aménagements économiques et sociaux, et le développement des ressources humaines. Elles soulignent l'importance d'évaluer comment sont distribués les aliments, les tâches et les revenus au sein des familles, spécialement quand les projets sanitaires et nutritionnels prévoient des distributions de rations alimentaires. Les directives mettent en garde contre l'opinion bornée de donner des aliments aux femmes dans le seul but d'améliorer leur état nutritionnel et recommandent plutôt d'inclure dans ces projets des volets sanitaires, éducatifs et de création de revenus. De cette manière, les femmes auront accès non seulement à davantage d'aliments et à une meilleure nutrition mais encore à de nouveaux biens, qu'il s'agisse d'un savoir faire accru, de sols plus productifs ou de revenus plus élevés.

Les directives ont été présentées dans un rapport à l'organe directeur du PAM lors de la réunion de celui-ci à Rome en juin 1989. □

Le Comité de l'agriculture de la FAO

Rome, du 26 avril au 5 mai 1989

Le Comité de l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est réuni récemment à Rome. Il a déploré les conséquences qu'ont les limitations de ressources sur les activités en faveur des femmes et du développement et il espérait que des ressources supplémentaires seraient mises à la disposition de ce secteur. Ces remarques faisaient partie du rapport adopté par le Comité à sa 10ème session. L'INSTRAW y était représenté par Marina Vaccari.

Après avoir examiné le travail de la FAO au cours des années 1986-1988, le Comité a fait l'éloge du travail entrepris en matière de disparité sexuelle pour la planification, le suivi et l'évaluation des divers projets de

développement rural et les programmes de formation pilotes sur la problématique des femmes et du développement à l'intention du personnel de la FAO. La mise en oeuvre d'activités de terrain axées essentiellement sur les femmes a également reçu tout son appui.

Les femmes et le développement sont l'un des secteurs prioritaires auxquels le Comité pour l'agriculture de la FAO a donné son aval. Il a noté avec préoccupation que dans les pays en développement la participation des femmes au sein des coopératives était le plus souvent très faible et que le taux de participation de celles-ci au niveau de la direction y était encore plus bas. Dans certains pays, ce sont les conditions sociales ou parfois la législation qui les empêchent d'y par-

ticiper pleinement. Cependant, les femmes ont joué un rôle important dans des entreprises telles que les associations d'épargne et de crédit et les coopératives laitières, a dit le Comité. Il s'est également montré satisfait du fait que bon nombre d'organisations de travailleurs ruraux qui regroupent avec succès les travailleuses sans terres et indépendantes ont choisi comme objectif de satisfaire les besoins des femmes.

Il a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session un point portant sur l'intégration des femmes au développement agricole et rural. A cette session, ont assisté des représentants de 91 Etats Membres et observateurs d'Etats non membres de même que d'organisations non gouvernementales et internationales. □

Assemblée des femmes africaines

Harare, du 5 au 9 février 1989

L'Assemblée des femmes africaines en faveur du développement soutenu a décidé de mettre en oeuvre des actions afin de garantir la participation des femmes au développement africain ainsi que la tenue d'une série de stages destinés à former les femmes aux projets de développement soutenu. Cette réunion était organisée par le Groupe de consultants de haut niveau en matière de développement soutenu du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

L'Assemblée avait pour but de réunir des administratrices de ressources nationales afin d'analyser le développement soutenu dans le cadre du Plan d'action du Caire, adopté en 1985 par les Ministres africains de l'environnement. Ce Plan avait comme priorités essentielles de stopper la dégradation de l'environnement, d'accroître la capacité de production d'aliments des pays et de leur permettre d'atteindre l'autonomie en matière énergétique.

Le Plan du Caire naît de la profonde conviction qu'ont les gouvernements africains que face à la gravité de la crise dans le domaine de l'environnement en Afrique une action conjointe s'impose, expliqua la Ministre des ressources naturelles et du tourisme zimbabwéenne, Mme V.F. Chitepo. Or, s'ils veulent atteindre leur objectif, les gouvernements doivent en tout premier lieu rechercher la collaboration des populations africaines, a-t-elle ajouté.

L'Assemblée a été déclarée officiellement ouverte par la première dame de la République du Zimbabwe, Mme Sally Mugabe. Celle-ci a souligné l'importance de cette manifestation réunissant des femmes africaines afin d'analyser la meilleure manière de diriger le continent sur la voie du développement soutenu, puisque ce sont elles qui pourvoient la nourriture, l'eau, l'énergie et qui gèrent totalement les ressources naturelles.

Mme J. Mujuru, Ministre zimbabwéenne du développement des

communautés et des coopératives et des affaires féminines a fait la genèse des problèmes environnementaux en Afrique et elle a insisté sur le fait que c'est à ce continent de trouver ses propres solutions. Il est donc important que les femmes participent à la planification et à la prise de décisions des projets de développement, puisqu'en fin de compte ce sont généralement elles qui les exécutent.

L'Assemblée a réuni des représentances de 20 pays africains. Le Canada, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni et les Etats-Unis y ont envoyé des observateurs, de même que le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), le Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), des organisations non gouvernementales et communautaires du Zimbabwe et plusieurs organisations internationales. Dr. Shafika Nasser, consultante de l'INSTRAW, était la représentante du PNUE et rapporteur de l'Assemblée. □

Banque de données sur les femmes et le développement en Afrique

Addis Abeba, du 15 au 19 mai 1989

La mise en place, en Afrique, d'un réseau régional d'information sur les femmes, qui s'appellera AFRIFEM, a été recommandée par la Réunion du groupe d'experts pour la création d'une banque de données sur les femmes et le développement en Afrique, tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

La réunion était organisée par le Centre africain de formation et de recherche pour la femme de la CEA et par son Système panafricain d'information sur le développement, avec la collaboration du Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Le Centre international de recherche pour le développement, du Canada, et la Fondation Ford ont contribué à son financement.

Le Centre africain fonctionne comme foyer régional de diffusion de données et d'information et il favorise les échanges d'expériences obtenues sur le terrain, a expliqué l'une de ses représentantes. Par ailleurs, il finance un service de références des publications périodiques et il publie deux fois par an une revue *Update*. Le Système panafricain d'information sur le développement met au point, entre autres, des bases de données bibliographiques, statistiques et signalétiques sur les experts africains, les recherches sur le développement et le développement du continent, a expliqué son Directeur. Il a ajouté qu'en Afrique, on utilisait bien trop de matériel imprimé et que, pour atteindre les femmes, il fallait avoir recours à des moyens de communication mieux adaptés.

Pendant la réunion, des experts et des observateurs ont présenté des travaux sur les besoins en information et sur les documents relatifs aux femmes et au développement qu'il faudrait incorporer à la banque de données proposée. Beaucoup de producteurs africains sont des producteurs de données brutes et ils manquent de l'infrastructure nécessaire pour traiter, analyser et diffuser l'information, ont-ils dit. Dans presque tous les pays

représentés ici, les systèmes de documentation relatifs aux femmes ou bien n'existent pas ou bien sont inadéquats, le plus souvent par manque de ressources. L'absence de coordination entre les différents services de docu-

mentation constitue une autre barrière fréquemment citée.

Au cours des débats qui suivirent, ils ont souligné l'importance de la contribution des organisations non gouvernementales à la collecte, l'analyse, (suite page 29)

Femmes, population et développement

Rome, 16 et 17 mai 1989

La place de choix qu'occupent les femmes dans le rapport *Etat de la population mondiale en 1989*, mis en circulation le 16 mai par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a fait l'objet d'un accueil chaleureux de la part de 60 représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) qui assistaient à la 15ème consultation européennes ONG/FNUAP.

La réunion portait sur les femmes, la population et le développement — ce qui était précisément le thème du rapport du FNUAP. Dans ce document, le Dr Nafis Sadik, Directeur exécutif du FNUAP, soulignait que "la latitude accordée aux femmes de prendre des décisions dont les effets répercuteront directement sur leur vie pourrait bien être l'élément clé de l'avenir, non seulement dans les pays pauvres mais encore dans les pays riches. En leur qualité de mères, de productrices ou pourvoyeuses d'aliments, d'énergie et d'eau, de commerçantes et de fabricantes, de dirigeantes politiques et communautaires, les femmes sont au cœur de tout processus de changement".

Un représentant d'ONG, faisant allusion à la nécessité de sensibiliser davantage le public aux questions de population, a considéré que dans ce domaine l'approche la plus efficace est probablement d'avoir recours aux ONG internationales, car elles savent parfaitement ce qu'il faut faire et la manière d'y parvenir. Le FNUAP joue

depuis toujours un rôle très utile tant par sa souplesse que par l'appui qu'il accorde aux initiatives des ONG, a-t-il fait observer.

Après avoir analysé les plans et les politiques du FNUAP et discuté les meilleures modalités de coopération entre ce dernier et les ONG, la réunion a entendu les interventions de trois expertes. Pietronella van den Oever, Chef du Programme en matière de population, des femmes et des ressources naturelles de l'Union internationale pour la conservation de la nature, a parlé des efforts que fait son organisation afin que les besoins des populations soient pris en considération dans les stratégies de conservation. Kaval Gulhati, fondatrice du Centre pour le développement et les actions en matière de population dont le siège est à Washington, a analysé les activités de formation du Centre à l'intention des femmes cadres. Anita Spring, Chef du Service de la femme à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a décrit les secteurs prioritaires du Plan d'action de la FAO en matière d'intégration des femmes et de développement.

La réunion était organisée par l'Associazione Italiana Popolazione e Sviluppo (Association italienne pour la population et le développement), organisation constituée de parlementaires, enseignants, personnalités des médias ou d'autres secteurs qui se préoccupent des questions de population et de développement. □

Conférence sur les femmes et le développement

Washington, le 21 juin 1989

Les efforts récents en faveur de l'intégration des femmes au développement et les retombées des stratégies adoptées à la Conférence de Nairobi pour les femmes en 1985 sur plusieurs questions relatives aux femmes ont été le thème central d'une réunion d'information confiée à John Mathiason, Sous-Directeur de la Division pour la promotion de la femme dont le siège est à Vienne.

Prenant la parole à un déjeuner, à Washington, le 21 juin dernier, M. Mathiason a décrit les cinq années qui se sont écoulées depuis la mise en application des Stratégies prospectives d'action adoptées à la Conférence de Nairobi comme un demi-succès. Il a déclaré que le mouvement avait fait des progrès et que la problématique des femmes et du développement avait réussi à retenir l'attention au niveau national et international. Pourtant,

a-t-il signalé, l'objectif des Nations Unies visant à obtenir l'égalité totale des femmes et leur participation au processus de développement a rencontré de nombreux obstacles et notamment celui de l'insuffisance des ressources et les controverses politiques.

Afin de vaincre ces obstacles, il a exposé plusieurs idées concernant l'avenir. Pour les stratégies de l'ONU, il a réclamé des analyses et des évaluations plus nombreuses des politiques garantissant l'obtention des buts fixés. Les organisations non gouvernementales ont également un rôle important à jouer. Au niveau des communautés, M. Mathiason a recommandé que les femmes participent davantage aux prises de décisions dans le domaine de l'économie et des politiques, puisque ces deux secteurs sont cruciaux pour la lutte qu'elles mènent en faveur de leur promotion. Il a aussi souligné le

soutien important que constituent les services d'aide sociale pour ces femmes.

Après avoir mentionné d'autres organisations des Nations Unies qui s'occupent tout spécialement de cette problématique, M. Mathiason a qualifié l'INSTRAW de "réservoir d'idées" à cause des nouvelles perspectives qu'il introduit dans le secteur public international. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) était un catalyseur mais il manquait de financement, a-t-il dit.

A cette réunion d'information célébrée au siège de la Banque mondiale ont assisté 15 représentants issus de plusieurs organisations de l'ONU, des consultants et des organisations intergouvernementales, et notamment, la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des Etats américains (OEA) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). □

Commission de la condition de la femme

Vienne, du 29 mars au 7 avril 1989

La Commission de la condition de la femme, organe du Conseil économique et social et principale institution intergouvernementale des Nations Unies pour les questions des femmes a approuvé trois projets de résolutions portant sur la promotion de la femme en Amérique latine. L'un d'entre eux recommande aux Nations Unies de prendre en considération les problèmes confrontés par les femmes dans les pays fortement endettés de l'Amérique latine et des Caraïbes. De plus, il recommande au Conseil de demander aux secteurs concernés dans les pays débiteurs et créanciers de contribuer à la mise en application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. La deuxième résolution sur les femmes, droits de la personne et le développement en Amérique centrale demande au Conseil d'inciter les gouvernements,

les institutions de l'ONU et les organisations non gouvernementales à soutenir les programmes destinés à renforcer les organisations de femmes qui exigent le respect de leurs droits de citoyennes, d'appuyer les activités et les recherches concernant les problèmes des femmes d'Amérique centrale et demande à la communauté internationale d'appuyer la nécessaire participation des femmes à la recherche d'une solution négociée aux conflits régionaux.

Le troisième projet de résolution demande au Conseil d'exhorter les gouvernements d'Amérique centrale et du Groupe de Contadora à garantir la participation pleine et entière des femmes à tous les échelons pour la recherche de la paix, du pluralisme de la démocratie et du développement global.

Des rapports soumis à la Commis-

sion affirment que, après une décennie de progrès substantiels, la promotion de la femme s'est ralentie à partir des années quatre-vingts et, dans certains cas, elle s'est même totalement arrêtée. Si l'on souhaite atteindre le but fixé de l'égalité des chances en l'an 2000 "des mesures draconiennes" doivent être prises pour que ce processus se remette en marche. Un autre projet, qui concerne l'amélioration de la condition de la femme au sein du secrétariat de l'ONU, prie le Conseil de demander au Secrétaire général de continuer ses efforts afin d'accroître le nombre de femmes aux postes de haute direction et de direction pour que le taux de participation de 30 pour cent fixé pour 190 soit atteint.

Les résolutions de la Commission seront soumis à la considération du Conseil pendant sa session d'automne. □

Nouvelles des régions

CEA **Commission économique** **pour l'Afrique**

La deuxième conférence internationale sur *Les aspects socio-économiques, politiques et environnementaux de la gestion des ressources hydriques*, organisé par le Bureau régional des sciences et de la technologie pour l'Afrique de l'Unesco, s'est tenue à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) du 3 au 8 juillet 1989. Le but de cette manifestation était de connaître toutes les possibilités d'exploitation des ressources hydriques africaines grâce à la mise en commun et au libre échange d'informations et d'idées entre utilisateurs, planificateurs, décideurs, professeurs universitaires et chercheurs. L'interaction entre participants devait déboucher sur la coopération et permettre la recherche d'une approche nationale pour la gestion des ressources hydriques nécessaires au développement socio-économique des pays africains.

Le Groupe de travail des Nations Unies sur les femmes, ainsi que l'INSTRAW y étaient représentés par Aminata Traoré, Coordinatrice du PROWESS/Afrique. □

CEE **Commission économique** **pour l'Europe**

Le Département de coopération technique pour le développement des Nations Unies, avec la collaboration du gouvernement polonais, a organisé un séminaire inter-régional sur la gestion de la qualité de l'eau dans les pays en développement à Varsovie (Pologne), du 18 au 22 septembre 1989. Le séminaire a analysé la nature de la pollution dans les pays en développement et il a identifié les mesures institutionnelles, économiques et techniques à prendre afin de gérer la qualité de l'eau par le truchement de directives en provenance de pays à économie de marché et à planification centralisée, développés ou en développement. Ont assisté au séminaire des planificateurs en ressources hydriques, des décideurs, des techniciens de haut niveau, des hauts fonctionnaires en provenance de pays en développe-

ment, d'organisations des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales internationales ainsi qu'une représentante de l'INSTRAW.

Toujours dans le domaine de l'eau, la CEE a adopté lors de sa session de 1989 une charte concernant la gestion des eaux souterraines qui demande aux gouvernements de les préserver et d'éviter leur contamination et leur surexploitation. Elle presse les gouvernements d'instaurer des systèmes efficaces de permis et de pénalité. Le forage et le fonçage des puits et des trous de sonde doivent être exécutés par du personnel qualifié et les inventaires de toutes les couches aquifères doivent être tenus à jour. Les politiques d'utilisation des sols doivent tenir compte de la nécessité d'un réapprovisionnement naturel et du besoin de protéger les eaux souterraines; l'usage généralisé des pesticides agricoles doit être soigneusement contrôlé. □

CEPALC **Commission économique** **pour l'Amérique latine** **et les Caraïbes**

L'INSTRAW a prévu d'organiser en 1991 une série de séminaires de formation sur "Les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement" avec la collaboration de la CEPALC et du Département de coopération technique pour le développement de l'ONU.

Le Bureau des femmes et du développement de la CEPALC a accueilli la neuvième réunion des fonctionnaires qui président les différents organes membres de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social en Amérique latine et aux Caraïbes tenue à Guatemala, les 26 et 27 septembre 1989. Une réunion d'experts en petit comité se tiendra également au siège de la Commission à Santiago du Chili, du 22 au 24 novembre afin d'examiner les priorités, les besoins et les questions de fonds concernant les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes dans le cadre du programme régional et du plan à moyen terme de la CEPALC.

Actuellement, ce Bureau donne résolument son appui à deux séminaires dont l'un porte sur la participation des femmes en politique et l'autre sur la transition vers la démocratie et les politiques concernant les femmes. □

CESAP

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Le Département de coopération technique pour le développement de l'ONU, avec la collaboration du gouvernement de Fidji, l'Université du Pacifique Sud et le Conseil du Commonwealth pour les sciences, a organisé un séminaire interrégional sur les *techniques d'exploitation des ressources hydriques pour les petits pays insulaires*, à Suva (Fidji), du 26 juin au 1er juillet 1989.

Le but principal du séminaire était de présenter toutes les solutions qui existent actuellement pour résoudre les différents problèmes que confrontent les pays insulaires en matière d'eau. C'était la première fois que ces thèmes étaient discutés pendant une réunion internationale. L'ordre du jour portait sur deux points fondamentaux. En premier lieu, les solutions techniques, à savoir la récupération des eaux de pluie, le pompage et l'extraction des eaux souterraines, l'utilisation des techniques non conventionnelles, l'utilisation du micro-ordinateur, le fonctionnement et la maintenance des réseaux de distribution d'eau, et la qualité de l'eau. Le deuxième point concernait les questions institutionnelles, telles que la gestion des ressources financières, le développement des ressources humaines et les aspects légaux et administratifs. □

CESAO

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a organisé à Amman (Jordanie), du 5 au 8 juin 1989 une *Réunion du groupe d'experts sur les besoins de formation de la main-d'oeuvre du secteur de l'eau dans la région de la CESAO*.

Les buts de ce séminaire étaient, entre autres, d'aider les Etats membres de la CESAO dans trois domaines: améliorer la qualité de leur main-d'oeuvre en augmentant les aménagements destinés à l'enseignement et à la formation dans le domaine des ressources hydriques; lancer un programme destiné à satisfaire les besoins éducatifs et de formation de la main-d'oeuvre; et élaborer une politique à long terme des exigences de main-d'oeuvre dans le secteur de l'eau.

Les participants ont également analysé les expériences acquises et les activités de formation à l'exploitation des ressources hydriques qui sont prévues et ils ont demandé d'améliorer les capacités de formation et les programmes des établissements de formation existants.

L'apport de l'INSTRAW en matière de "méthodes de formation innovatrices" dans le secteur de l'eau a été présenté par Mary Johnson, Sous-Directrice de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour le Pacifique Sud. □

BANQUE DE DONNEES

SUR LES FEMMES... (Suite de la page 26)

l'organisation et la diffusion des données sur les femmes et le développement. Ils ont rappelé qu'il fallait incorporer aux collectes de données sur les femmes des données relatives aux sciences humaines, et principalement l'histoire (écrite et orale), l'art et la philosophie. La collecte et la diffusion des données devront s'effectuer dans les deux sens, ont-ils insisté, entre producteurs et utilisateurs de données à tous les échelons du spectre économique. Il faut en outre s'efforcer de toucher le plus grand nombre possible de femmes, y compris celles qui ne sont pas organisées en groupements.

Grace Bediako, conseillère technique de l'INSTRAW et du Bureau de statistique de l'ONU, s'est adressée à la réunion en tant qu'observatrice. Elle a dit que ces deux organisations considéraient que la compilation et l'utilisation de statistiques sur les femmes étaient capitales pour la mise en place

d'une banque de données régionales en matière de femmes et de développement. Le Bureau de statistique a mis au point une base de données statistiques sur les femmes ainsi qu'une base de données de statistiques et indicateurs relatifs aux femmes de la région africaine, facilement disponibles et utilisables sur micro-ordinateurs. Elle a souligné qu'une coordination à l'échelon national, régional et international était nécessaire pour la réalisation des tâches visant à créer un réseau africain d'informations régionales dans le domaine des femmes et du développement.

Les experts ont recommandé à la CEA d'établir un bureau de coordination régionale, chargé d'exécuter les fonctions identifiées, à partir des données disponibles et des sources d'information qui se trouvent dans plusieurs bureaux de la CEA et dans ceux d'autres organisations des Nations

Unies. Il faut demander à tous les pays de la région de donner la priorité à l'établissement de réseaux nationaux d'information sur les femmes et de leur allouer les ressources humaines, physiques et financières nécessaires. Une fois que la CEA aura élaboré un document résumant les recommandations de la réunion, l'UNIFEM se chargera du contact avec les donateurs en vue d'obtenir les fonds nécessaires.

Dix-huit experts, en provenance du Botswana, des Comores, d'Ethiopie, du Kenya, du Mozambique, de l'Ouganda, du Sénégal, du Soudan, de Tanzanie, de Tunisie et du Zimbabwe ont assisté à la réunion. Des observateurs issus de plusieurs commissions, bureaux et organisations régionales des Nations Unies ainsi que d'organisations intergouvernementales, d'organismes bilatéraux et du gouvernement italien étaient également présents. □

NOUVELLES IDEES A L'EXTERIEUR DES NATIONS UNIES

Les femmes âgées en Amérique latine

Acapulco, les 17 et 18 juin 1989

Une conférence intitulée *Réponse aux changements sociaux: des programmes qui marchent* a étudié les effets des changements sociaux accélérés sur les femmes âgées et leur famille en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi que les programmes d'aide efficace en faveur des personnes âgées et de ceux qui s'occupent d'elles.

Margaret Anstee, Directrice générale du Bureau des Nations Unies de Vienne et Chef du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, a parlé des conséquences du vieillissement de la population pour les décideurs et les agents d'exécution. "Le secteur non structuré: potentiel de développement pour les personnes âgées", tel était le thème choisi par la Directrice de l'INSTRAW, Dunja Pastizzi-Ferencic. Son intérêt pour les personnes âgées, les femmes surtout, s'inscrit parfaitement dans le cadre du travail de l'Institut, a expliqué Mme Pastizzi-Ferencic. L'INSTRAW a créé la première banque de données sur les femmes et le vieillissement, avec la collaboration de l'Association américaine des retraités. Il a également élaboré en août 1988 une étude à l'intention de cette Association intitulée *Las mujeres de edad madura en América Latina*.

La Conférence était organisée par la Fédération internationale des personnes âgées, l'Association américaine des retraités, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation panaméricaine de la santé. Elle fut suivie le lendemain d'une réunion pour la mise en place d'un réseau de coopération pour l'échange d'informations, organisée sous les auspices de l'Institut international des Nations Unies pour les personnes âgées et par la XIVème Congrès mondial de gérontologie. □

HOMMAGE L'AMBASSADRICE DOMINICAINE AUPRES DE L'ONU



Le 18 juin, pendant le XIVème Congrès mondial de gérontologie célébré à Acapulco (Mexique), Julia Tavares de Alvarez, Ambassadrice de la République dominicaine auprès des Nations Unies, était l'une des quatre personnes et organisations qui ont reçu un témoignage de reconnaissance pour services rendus et le soutien au programme de l'ONU en faveur des personnes âgées. Cette récompense a été décernée pour la première fois dans

l'histoire des Nations Unies, a dit Margaret J. Anstee, qui a remis les prix au nom du Secrétaire général.

"De nombreuses personnes et organisations du monde entier ont travaillé sans relâche pour aider l'ONU et ses Etats Membres à améliorer le bien-être et la condition des personnes âgées" a ajouté Mme Anstee. "Leur impulsion, leur enthousiasme et leurs points de vues sont fondamentaux pour l'exécution du plan d'action international et pour les travaux des institutions et organismes des Nations Unies. Ce n'est qu'en combinant les efforts des individus, des organisations gouvernementales et non gouvernementales que l'on garantira aux personnes âgées, dont le nombre s'accroît de plus en plus, une vie productive et digne."

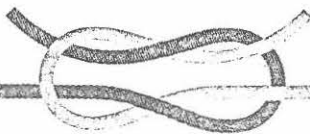
L'Ambassadrice Tavares de Alvarez a pris une part active à la création de la Fondation mondiale des Nations Unies pour les personnes âgées et elle a assisté en 1982 à l'Assemblée mondiale pour les personnes du troisième âge, de même qu'à bien d'autres activités dans le secteur de la gérontologie. □

Intégration des femmes au processus de développement

Lagos, les 26 et 27 mai 1989

La Banque africaine de développement a organisé cet atelier de deux jours à Lagos (Nigéria) pour les Ministres des affaires féminines. Intitulé *Renforcement des liens entre le Ministère des finances/de planification et les mécanismes nationaux en faveur des femmes afin d'intégrer les projets destinés aux femmes au nombre des priorités nationales*, il a analysé les stratégies et moyens d'incorporer les femmes au processus de développement grâce au financement de projets et de programmes qui leur sont destinés par la Banque africaine de développement. L'INSTRAW était invité à cette réunion en tant qu'observateur. □





Les femmes et la solidarité

Rome, du 21 au 25 mai 1989

Un séminaire intitulé *Les femmes et la solidarité* a été organisé par l'association Insieme per la Pace avec la collaboration de l'organisation non gouvernementale Noi per Loro, dont les sièges sont tous deux à Rome. Les séances ont porté sur le rôle des femmes au sein des organisations internationales et supranationales, les femmes au sein des gouvernements et des institutions, les femmes dans les organisations non gouvernementales et les institutions bénévoles, et les femmes et la recherche à des fins humanitaires. Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'INSTRAW, y a fait un exposé sur "La solidarité, fondement de la paix: les Nations Unies et la promotion de la femme" où elle a fait la genèse du rôle que jouent les Nations Unies depuis leur création, en insistant tout spécialement sur les attributions de l'Institut. □

Les femmes, la législation et le développement

Washington, le 13 juin 1989

Ce symposium sur *Les femmes, la législation et le développement: dialogue entre cultures différentes*, a été réalisé sous les auspices de la Fondation internationale Overseas Education Fund. Des défenseurs des droits de la femme, venues d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord, ont analysé des problèmes juridiques qu'affrontent les femmes du monde entier. Les participantes représentaient les réseaux régionaux créés par le Troisième forum du tiers monde sur la femme, la législation et le développement organisé par la Fondation à Nairobi, en 1985. Voici des résumés de leur rapports:

- **Inde:** Alors que la constitution indienne garantit aux femmes l'égalité absolue en matière de droits, un nombre considérable de femmes continuent à vivre dans des conditions serviles parce que l'oppression culturelle envahit toute la société indienne.

- **Ghana:** Les liens entre coutumes, cultures, religions et législation civile posent de nombreux problèmes. Au Ghana, les femmes ont, cependant, essayé de mettre la législation à profit pour améliorer la condition des femmes en obtenant le vote de lois uniformes sur la répartition de biens après le divorce.

- **Asie:** Cette région est le théâtre d'un accroissement alarmant de la prostitution et de la traite des femmes au niveau international. Les groupements de femmes doivent renforcer les mécanismes régionaux afin de défendre les droits des femmes; elles doivent aussi travailler en réseaux avec des groupements de femmes des pays industrialisés.

- **Brésil:** La constitution brésilienne est l'une des plus avancées en matière de droits des femmes, mais des réformes juridiques sont encore indispensables pour que la loi écrite soit réellement appliquée.

Dans leurs conclusions, les participantes ont souligné que le progrès serait le résultat des efforts de coopération entre les femmes et les hommes; cependant, tous les aspects du système —légal, politique, culturel, etc.— doivent être modifiés. L'égalité devant la loi ne signifie pas forcément l'égalité dans les faits, ont-elles déclaré, et elles ont ajouté que les systèmes transculturels doivent également être pris en considération. □

Coopération Sud-Sud Nord-Sud



Bled, du 5 au 7 avril 1989

Un atelier international pour des *Approches innovatrices dans la coopération Nord-Sud et Sud-Sud: un nouveau consensus pour le développement* a été organisé par le Centre pour la coopération internationale et le développement de Bled (Yougoslavie). Il avait pour but de présenter différents points de vues et propositions afin d'améliorer la coopération mondiale, en particulier dans le sens Nord-Sud et Sud-Sud.

Au cours d'une séance sur les changements structureaux dans le monde, les participants ont analysé les conséquences de l'internationalisation, la privatisation et l'endettement croissants de l'économie mondiale sur la coopération Nord-Sud. Ils ont également étudié l'impact du transfert des technologies, de la déréglementation versus la réglementation des économies nationales et du développement des sciences et des technologies sur le rendement des facteurs de production.

L'atelier a également mis en perspective la coopération Sud-Sud, et en particulier pour ce qui concerne le processus d'intégration entre pays en développement. Les principaux obstacles à cette coopération, ont fait remarquer les participants, sont notamment des structures de production inadéquates, le manque de ressources financières, la dépendance technologique, le manque de développement des transports, une commercialisation insuffisante et l'absence d'infrastructure dans le domaine de l'information. C'est pourquoi les participants ont mis en commun leur expérience en matière de régimes régionaux pour les opérations conjointes de promotion d'investissements.

L'atelier a étudié plusieurs approches innovatrices de la coopération Sud-Sud, et en particulier la nécessité d'une approche intégrale et d'une meilleure coordination des activités entre le Groupe des 77 pays en développement

et celui des pays non alignés, l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud en vue d'améliorer l'efficacité et le pouvoir de négociation des pays en développement au niveau des relations économiques internationales —spécialement dans les domaines non traditionnels: services, information, technologie, sciences et environnement.

Plus de 40 participants issus d'instituts de recherche, d'universités, d'organisations des Nations Unies et des commissions régionales y ont assisté. L'INSTRAW y était représenté par sa Directrice, Dunja Pastizzi-Ferencic, qui a fait un exposé sur "Le travail des femmes dans le secteur non structuré: ressource inexploitée du développement". □

LES FEMMES LUTTENT POUR METTRE FIN A LA DISCRIMINATION DANS L'EMPLOI

Suite à l'adoption en 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes, celle-ci avait été ratifiée par 93 pays en date du 31 mai 1987. Aux termes de cette Convention, les Etats contractants sont d'accord pour "prendre toutes les mesures qui se révéleraient nécessaires afin d'éliminer la discrimination envers les femmes dans le domaine de l'emploi". Plusieurs pays ont confié au mécanisme créé par la Convention la mission de veiller à ce que ses termes soient appliqués. Un cas concret implique une institution gouvernementale des Etats-Unis, lesquels n'ont pas ratifié la Convention. En 1984, après 12 ans de litige, la Cour fédérale des Etats-Unis pour le district de Columbia a déclaré l'Agence d'information des Etats-Unis et la Voix de l'Amérique coupables de discrimination sexuelle à l'encontre de milliers de femmes qui s'étaient portées candidates à des postes vacants de ces institutions. La Cour les a condamnés à mener une campagne afin de retrouver les femmes qui s'étaient portées candidates à des postes entre octobre 1974 et novembre 1984 et qui ne les avaient pas obtenus. □

Les femmes et le développement

Bruxelles, du 18 au 21 avril 1989

Les femmes et le développement, tel était le thème central de la XVème Assemblée générale des ONG européennes. Des groupes de travail sur les femmes et la dette extérieure, les femmes et les situations d'urgence, les femmes et la population, les femmes et les aliments, et les femmes et leur image sont parvenus à des recommandations et des propositions très variées destinées aux ONG, à la Communauté européenne et à toute la communauté du développement. Les deux autres thèmes majeurs de l'Assemblée étaient les élections européennes de juin 1989 et la IVème Convention de Lomé laquelle prévoit pour 97 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique l'aide financière, commerciale, technique et d'urgence des 12 Etats membres de la Communauté. Le Comité de liaison des ONG auprès de la Communauté et la Commission des Communautés européennes était l'organisateur de cette réunion. □

Convention pour les études relatives aux femmes

Colombo, du 1er au 3 mars 1989

Au Sri Lanka, le Centre de recherche sur les femmes (CENWOR), ONG fondée pour entreprendre et encourager des programmes de recherche et d'actions et pour offrir des services d'information et de documentation sur les femmes, a été l'organisateur de cette première convention nationale pour les études relatives aux femmes, financée par le Centre de recherche international sur le développement, du Canada. Elle avait pour but, entre autres, de stimuler des recherches approfondies et multidisciplinaires sur les questions des femmes, de mettre au point des perspectives théoriques et des méthodes de recherche appropriées, d'identifier les priorités de recherche concernant la situation des femmes au Sri Lanka et d'être le cadre d'échanges d'expériences.

Le thème des ménages dont le chef de famille est une femme et celui du travail productif des femmes ont été traités au cours d'une séance sur les femmes et l'économie. Dans le domaine des femmes et de l'agriculture, des experts ont analysé les conséquences des transformations agraires sur les paysannes du Sri Lanka et la participation des femmes à la production agricole dans les régions sèches. Les

femmes et les revenus du ménage, les immigrés du Sri Lanka en Asie occidentale, les femmes entrepreneurs et les effets des conflits ethniques sur les femmes qui travaillent à leur compte ont été quelques-uns des sujets de la séance sur les femmes et l'économie.

Le Centre, qui est le point focal de l'INSTRAW au Sri Lanka, édite un bulletin intitulé *Sthree Prabodha*. Le numéro de juillet 1988 présente en couverture l'article "Les femmes invisibles" qui analyse le rôle des femmes dans le secteur non structuré et parle des ateliers qu'il a organisé de concert avec l'INSTRAW sur ce thème, lequel est repris dans une rubrique intitulée Questions du développement.

D'autres rubriques concernent les Questions sociales, les Réseaux, les Recherches actuelles et les Ressources. Il y a également un article sur la Banque Grameen du Bangladesh, institution de crédit officielle qui offre des services bancaires et des prêts aux pauvres et aux paysans sans terres, et tout particulièrement aux femmes. Enfin, la dernière page, consacrée tout entière à un article intitulé Base de données, comporte des schémas et des graphiques; dans ce numéro, il analyse en détail la famille. □

Pouvoir des femmes

Washington, du 17 au 19 novembre 1989

L'enjeu du développement pendant les années quatre-vingt-dix: Pouvoir des femmes, tel a été le thème de la quatrième conférence de l'Association pour les femmes dans le développement (AWID). Elle a étudié en particulier l'intégration des femmes à la vie politique et économique, leur accès à l'éducation et à l'expression culturelle, éléments indispensables du développement soutenu. Elle a réuni des agents d'exécution, des décideurs et des chercheurs qui ont parlé d'expériences de femmes en provenance de pays industrialisés et en développement. □

Femmes et santé

San Juan, les 9 et 10 novembre de 1989

Le *Premier congrès portoricain pour les femmes et la santé* a eu lieu à San Juan (Porto Rico). Organisé par l'Université de Porto Rico, il est cofinancé par plusieurs organisations gouvernementales, sociétés et institutions privées.

Les questions traitées sont, notamment: les femmes et les professions du secteur santé, les femmes du troisième âge (thème de la présentation de l'INSTRAW), planification de la famille et droits en matière de procréation, maladies professionnelles, éducation sexuelle, santé des communautés, sida et autres maladies d'origine sexuelle, santé mentale, politique gouvernementale, santé et sexualité, prévention des maladies et sports, santé et famille. Il avait pour but de diffuser des recherches, d'encourager le dialogue et d'instaurer des programmations de recherches, de services et de politiques gouvernementales conformes à la situation de Porto Rico, de même que de permettre des échanges avec des spécialistes des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Europe. □

AU DELA DE LA DECENNIE DE L'EAU

La Conférence Eau 89, qui s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) du 14 au 17 décembre 1989, est un symposium international pour promouvoir la coopération internationale afin de résoudre les problèmes d'eau et d'assainissement grâce à la mise en commun d'expériences et de connaissances techniques accumulées dans le monde entier en la personne de représentants de gouvernements, d'organisations de l'ONU et d'autres institutions de recherche et de développement, du secteur public et privé.

Cette année, le thème de la Conférence est "Au delà de Décennie de l'eau" et elle traitera essentiellement les aspects suivants: ● sources d'eau alternatives ● conservation de l'eau ● prévention de la pollution de l'eau ● utilisations informatisées ● épuration de l'eau et traitement des eaux usées ● systèmes d'épuration de petites quantités d'eau et de traitement des eaux usées ● réutilisation et recyclage de l'eau ● gestion des déchets industriels ● gestion des déchets dangereux et ● dessalement de l'eau.

La Conférence est organisée par l'Association thaïlandaise des ingénieurs en écologie, l'Université Chulalongkorn et l'Institut de technologie de l'Asie, avec la collaboration de l'Union internationale des communications. □

Photo ONU/John Isaac



*Le lavage des vêtements
dans une rivière près
de Huyaculi (Bolivia)*

Programmes de prêts pour les femmes à faibles revenus



Fabrication de guirlandes pour les cérémonies religieuses

A. Albee

L'Office national d'aide au logement du Sri Lanka s'occupe avec succès d'un programme de prêts à l'intention des femmes à faibles revenus dans le but d'offrir des facilités de crédit et d'assistance aux petites entreprises dont beaucoup sont gérées par des femmes, par le biais d'actions en faveur de la communauté. Le programme aide la communauté à faire son choix parmi les différentes options qui incluent les prêts bancaires classiques, les petits groupements d'auto-assistance

réciproque, l'attribution de terrains aux entreprises et l'aide pour la commercialisation des produits de la campagne vers les zones urbaines. Les communautés choisissent les options les plus adaptées à leurs besoins, et des intérêts différents sont ainsi satisfaits. Le montant du crédit peut varier de 20 dollars à peine, remboursable un mois plus tard à 500 dollars, remboursable en 12 mois. Cependant, comme le programme s'efforce d'aider tout particulièrement les femmes, il favorise les prêts d'un montant peu élevé pour la production à domicile. A Colombo, plus une entreprise est petite, plus elle a des chances d'avoir une femme à sa tête.

A partir de sa propre expérience en la matière, l'Office a mis au point dix principes servant de directives au programme de prêts pour les femmes des villes à faibles revenus. Ces principes sont résumés ci-dessous :

- Considérez le crédit comme un élément important mais pas comme le seul élément.
- Commencez par des prêts à court terme et peu élevés. Les prêts à court terme servent non seulement à "tester" la volonté de paiement de l'emprunteur mais ils lui permettent également de se rendre compte si le crédit contribuera réellement à la croissance de son affaire.
- Accordez le crédit simplement et rapidement. Les demandeurs de prêts sont vite découragés s'ils doivent attendre des mois pour en profiter ; ils connaissent mieux les prêteurs sur gage qui leur donnent de l'argent rapidement et sans formalités.
- Une comptabilité compliquée n'est pas nécessaire. Les programmes doivent être conçus pour développer la mémoire, et la comptabilité, qui peut être un élément nouveau, démarrera au fur et à mesure que l'affaire grandira.
- N'exigez pas le dépôt d'une caution ou un nantissement.

Cependant, une garantie donnée par un collègue ou un groupe de personnes peut être fournie.

- Encouragez la démarche des groupes. Encourager le regroupement des femmes pauvres peut susciter la solidarité et cela peut devenir un moyen pour résoudre les problèmes et se faire entendre dans les moments difficiles.

- Laissez les femmes décider toute seules qui doit être membre du groupe en choisissant des coéquipières sur qui elles peuvent compter.

- Les communications et l'information sont fondamentales. Les faits ont démontré que le personnel d'exécution le plus efficace est celui qui est lui-même issu des zones défavorisées et qui excelle le plus souvent à collecter tout comme à diffuser les informations.

- L'expérience est le meilleur des maîtres. Il faut encourager les groupes à tirer des leçons de leurs propres expériences et à échanger des idées avec d'autres groupes. □

Extrait d'un article d'Alana Albee, consultante, Office national d'aide au logement, Sri Lanka.

Une coupeuse de canne à sucre dominicaine assiste au séminaire de l'INSTRAW

VICTORIA D'OLEO CORDERO, qui coupe la canne à sucre à Barahona (République dominicaine) depuis 1940, a participé au dernier séminaire sur les Stratégies de l'après-Nairobi (cf page 17) grâce à une bourse de l'Institut. Le travail réalisé par Mme D'Oleo lui a valu deux décorations : en 1971, le président dominicain, Joaquín Balaguer, lui a remis trois médailles en tant que meilleur coupeur de canne à sucre de la plantation de Barahona et en 1989, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le Bureau national pour la promotion de la femme lui a décerné une médaille d'or pour toutes les années qu'elle a consacrées à la cause de ses consœurs paysannes.

Mme D'Oleo connaît chacune des tâches de l'industrie sucrière, depuis la récolte et le désherbage jusqu'à l'irrigation des cultures. Actuellement, elle n'a plus beaucoup le temps de couper et elle s'occupe de former des femmes et des hommes au travail de la canne à sucre. Elle est également active dans un projet d'approvisionnement en eau d'un groupe de femmes d'une communauté qui cultive des tomates, des aubergines, du sorgho et des bananes plantains.

Sa vie n'a pas été facile. Elle était enceinte de trois mois à peine quand elle s'est séparée du père de son enfant et elle a dû de ce fait subvenir seule aux besoins de son fils et de sa mère âgée, décédée il y a quatre ans à 108 ans. "Si j'avais été mariée, j'aurais dû m'occuper aussi de mon mari : donner à mon fils et à ma mère leur pain quotidien était déjà bien suffisant", dit-elle. Et elle est fière de son fils — qui, à 23 ans, est étudiant en droit, en partie grâce à son aide financière.

Mme D'Oleo fait remarquer qu'il y a plusieurs dizaines d'années, les femmes étaient aussi nombreuses que les hommes à couper la canne à sucre. Les choses ont bien changé depuis lors, au fur et à mesure que les femmes émigrent des campagnes vers les villes à la recherche d'un travail mieux payé. Malgré son âge, Mme D'Oleo continue à couper la canne à sucre. Pourquoi ? "Eh bien, parce que j'aime le faire ; c'est mon métier", dit-elle. □

Bibliothèque

sélection de publications

Report on the Regional Training Seminar on Women's Contribution to the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade, INSTRAW, Saint-Domingue, 1989, 50 pages, en anglais.

Ce séminaire réalisé sous les auspices de l'INSTRAW et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a eu lieu à Bangkok (Thaïlande) du 23 au 27 janvier 1989 (cf *INSTRAW Nouvelles* No. 12).

Le rapport présente un résumé des discours liminaires du Secrétaire exécutif adjoint de la CESAP, Koji Nakagawa et de la représentante de l'INSTRAW, Stephani Scheer. La partie centrale du rapport concerne les questions de fond et se subdivise en cinq modules: I. Présentation de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et de l'INSTRAW. II. Participation des femmes à la planification des projets. III. Participation active des femmes au choix des technologies et à la mise en oeuvre. IV. Rôle des femmes dans les activités de formation et d'enseignement. V. Evaluation des projets.

Report on the INSTRAW/UNDP/UNFPA joint subregional training workshop on women in development (WID), INSTRAW, Saint-Domingue, 1989, 39 pages, en anglais.

Le but de cet atelier (cf *INSTRAW Nouvelles* No. 12), était de former le personnel de l'ONU et les fonctionnaires responsables de projets dans des organisations gouvernementales et non gouvernementales à l'utilisation de l'analyse des disparités sexuelles lors de l'élaboration, le suivi et l'évaluation des programmes et des projets.

Ce rapport résume la séance d'ouverture qui a retracé les antécédents généraux et décrit les techniques de base de la problématique des femmes et du développement ainsi que les principales contributions dans ce domaine du PNUD et du FNUAP. Les autres séances et ateliers ont également été analysés dans le rapport. Ils ont porté, entre autres, sur la perspective historique de cette problématique, un panorama général de la situation des femmes dans les Caraïbes, la manière d'analyser les disparités sexuelles et d'en tenir compte dans les projets concernant les femmes et le développement, les caractéristiques de la sous-région caribéenne, la planification et la programmation par pays.

Contribution à l'étude du besoin actuel de renforcement des mécanismes nationaux visant à intégrer les femmes aux projets de développement, INSTRAW, Saint-Domingue, 1989, 62 pages, en français.

Cette étude a été réalisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en mars 1987 et financée par l'INSTRAW. Elle analyse les caractéristiques des mécanismes nationaux pour l'intégration des femmes aux projets de développement en Afrique et les changements survenus dans la structure de ces mécanismes à partir de 1975. Elle fait des recommandations concrètes sur la place que ces mécanismes devraient occuper à l'intérieur des structures gouvernementales et sur les stratégies qu'ils devraient mettre en place dans le domaine de la formation, l'information et la coopération avec les services techniques gouvernementaux.

Après avoir souligné l'importance du facteur politique dans les mécanismes

nationaux, l'étude se concentre essentiellement sur la situation de deux pays en particulier, l'Ethiopie et le Zimbabwe. Elle analyse le mode de fonctionnement, les objectifs, les fonctions, les responsabilités, le programme d'action et la structure administrative du mécanisme éthiopien — l'Association révolutionnaire des femmes d'Ethiopie — et elle fait le bilan de ses points forts et de ses points faibles. En ce qui concerne le Ministère de développement communautaire et de la condition féminine du Zimbabwe, l'étude analyse les fonctions de ses différents départements et programmes, ses activités et ses objectifs, généraux et spécifiques, sous l'angle de la condition de la femme et elle présente un tableau résumant les réussites et les lacunes du mécanisme national du Zimbabwe.

L'étude conclut qu'en dépit des nombreux efforts réalisés au cours de ces dernières années, la participation des femmes au développement est encore loin d'être une réalité. Elle examine alors les causes de cette situation décevante, à savoir, les valeurs culturelles de la société, les structures économiques prédominantes, les barrières psychologiques qui perpétuent les stéréotypes en vigueur, le manque d'accès aux ressources financières, techniques et éducatives, les obstacles administratifs, et le fait que les femmes travaillent essentiellement dans des secteurs tels que la production de denrées et les emplois marginaux qui ne représentent pas un domaine important de la planification nationale.

L'une des annexes retrace l'expérience de trois coopératives de femmes au Zimbabwe ainsi que les programmes de plusieurs ministères de ce pays destinés à améliorer la situation des femmes et elle cite des faits précis, les buts

fixés et les ressources nécessaires pour les programmes. Une deuxième annexe présente les suggestions de plusieurs ministères du Zimbabwe en ce qui concerne la mise en application des Stratégies prospectives d'action adoptées à la Conférence sur les femmes de Nairobi en 1985.

Cette étude a été réalisée dans le cadre défini par les Stratégies d'Arusha de la Commission économique pour l'Afrique de 1985, les Stratégies prospectives d'action de Nairobi et le Programme de priorités pour le redressement économique de l'Afrique de 1986-1990, qui tous demandent instamment qu'afin d'atteindre les buts fixés, les femmes soient partie prenante des programmes tant au niveau sectoriel que global.

Report on the Seminar on Women in Development: Post-Nairobi Alternative Approaches, INSTRAW, Saint-Dominique, 1989, 23 pages, en anglais, INSTRAW/SER. A/15.

Des dirigeantes des Caraïbes se sont réunies à l'occasion de ce séminaire sous-régional (cf p. 17), afin de mettre en commun leurs expériences en ce qui concerne les tendances et les différentes approches en matière de femmes dans la sous-région depuis la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1985) et l'adoption par consensus des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.

Le rapport résume tout d'abord les remarques faites à la séance d'ouverture par la Directrice de l'INSTRAW, Dunja Pastizzi-Ferencic, soulignant le fait que la crise économique qui sévit depuis un certain temps déjà dans les Caraïbes menace la réalisation des objectifs sociaux. Hilkka Pietila, qui a analysé les activités de l'Association finlandaise pour les Nations Unies et celles de la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies a énuméré les lacunes de ces organisations ainsi que les réactions des gouvernements vis-à-vis des Stratégies de Nairobi.

Le rapport comprend également les exposés faits par les représentantes de la Barbade, du Belize, du Costa Rica, de la Dominique, d'Haïti, d'Irlande, de Nevis-Saint-Kitts, du Mexique et de la République dominicaine sur la situation de leurs pays. Il résume les inter-

ventions du personnel et des consultants de l'INSTRAW sur les statistiques, les indicateurs et les données relatives aux femmes et au secteur non structuré. Il comporte également les discussions sur les différents aspects et les problèmes de planification en faveur des femmes dans le développement, les ensembles de formation modulaires de l'INSTRAW, les technologies de communication appliquées aux femmes dans le développement et les méthodologies d'évaluation relatives à cette problématique. Finalement, le rapport cite les conclusions des trois groupes de travail, la liste des documents et le nom des 46 participantes, issues d'organisations gouvernementales et internationales.

Women's studies and development: bridging the gap; an INSTRAW contribution to women in development material, INSTRAW, Saint-Dominique, 1989, 110 pages, en anglais, INSTRAW/SER. B/39.

Cet ouvrage est une contribution à l'évolution des études sur les femmes et le développement au cours de la période postérieure à la Décennie des Nations Unies pour la femme. Il réunit des recherches effectuées dans le monde entier afin de demander l'établissement de liens entre le secteur macro et microéconomique, entre les individus et les systèmes qui répercutent directement sur la condition des femmes dans toutes les sociétés. Les 14 études publiées dans ce volume proposent une analyse toute nouvelle et des politiques et pratiques innovatrices pour l'enseignement/apprentissage des études relatives aux femmes — discipline toute récente qui comporte des thèmes propres à plusieurs sciences sociales et exige des méthodes et approches différentes.

Les deux études de la section relative aux frontières entre le niveau macro et microéconomique demandent que soient entreprises au plus vite des recherches approfondies sur les tendances macroéconomiques spécifiques qui bloquent complètement le développement populaire, comme cela est précisément le cas dans les Caraïbes et en Amérique latine. La deuxième partie de l'ouvrage comprend quatre études qui dressent un bilan contrastant de l'évolution des études

sur les femmes au Brésil, en Inde, au Canada et en Yougoslavie.

Les sept études de la troisième partie du livre partent d'approches et de méthodes différentes, mises au point au niveau national et régional et elles s'efforcent d'adapter les études sur les femmes aux paramètres changeants des diverses disciplines sociales. L'une des auteurs demande la réalisation de nouvelles études historiques et une analyse précise des comportements en ce qui concerne les rôles de procréation et de production, laquelle tiendrait compte du passé et du présent dans le contexte pluraliste et en évolution constante de l'Afrique. Quelques-unes des tendances de l'Europe, tant occidentale qu'orientale, y sont explorées et notamment les contradictions des politiques à l'intention des femmes rurales de tous les pays, qui découlent des conflits d'intérêt entre les puissances du Nord. Le dernier chapitre résume essentiellement les recherches et le matériel pédagogique de l'INSTRAW.

Il comporte trois annexes: une enquête globale sur les études relatives aux femmes et au développement, une matrice établissant les liens entre différents facteurs de stratification sociale qui ont des retombées sur les femmes et un glossaire des termes utilisés. Il comporte également une bibliographie. □

DENIS McINTOSH

(Suite de la page 19)

été accomplis dans le domaine des femmes pendant la Décennie des Nations Unies pour la femme?

DM: L'une des réalisations les plus significatives a été la prise de conscience, non seulement au niveau des organisations internationales, telles que les Nations Unies et le Commonwealth, mais encore des organisations bilatérales, telles que l'AID, aux Etats-Unis, et la CEE qui ont toutes instauré des politiques en faveur des femmes et du développement. Elle a aussi été bénéfique pour les femmes au niveau des communautés en général, puisque tous, femmes, enfants et hommes en ont tiré profit; cela améliore nos sociétés et c'est bien de cela qu'il s'agit. □

Notre choix

Doing Development: government, NGOs and the rural poor in Asia. Richard Holloway, Ed. London, Publications Earthscan Ltd., 1989, 233 pages, en anglais.

En dépit de tout l'argent que l'on dépense actuellement en aide au développement, les défavorisés des zones rurales de l'Asie deviennent de jour en jour plus démunis. Les fonds gouvernementaux et l'assistance occidentale sont consacrés à des projets qui aggravent leurs conditions de pauvreté et d'exploitation. Des "experts" qui résident dans les villes élaborent des programmes de développement rural sans consulter les villageois, pendant que des fonctionnaires locaux et les villages les plus riches sont responsables de la distribution de l'aide en espèces, accroissant ainsi les possibilités de malversations. Ceux qui en souffrent les conséquences sont les plus pauvres, généralement les femmes.

Mais, comme le dit cet ouvrage, un nouveau type de travail en faveur du développement est réalisé parallèlement par les organisations non gouvernementales (ONG) qui s'efforcent d'y associer les pauvres. *Doing Development* est écrit par des gens qui s'occupent précisément de cela; à partir de leur expérience dans plusieurs pays d'Asie, les collaborateurs analysent les limitations des gouvernements et des ONG et la manière dont ceux-ci peuvent travailler de concert en vue d'accroître l'efficacité de l'aide en argent. Ce livre lance un défi aux hypothèses conventionnelles servant de base aux initiatives en faveur du

développement et montre que la seule manière de réaliser de vrais changements consiste à lutter contre les causes de la pauvreté rurale.

L'un des chapitres étudie les droits des femmes pauvres et replace le travail du Centre d'aide, de recherche et de formation socio-légales de Calcutta dans le contexte de la législation et du gouvernement indiens. Cette organisation s'efforce depuis de nombreuses années de procurer aux défavorisées quelques notions de législation et des droits que leur confère la constitution indienne. Ainsi, l'auteur relate l'accusation de viol portée contre ses assaillants par une indienne pauvre et le procès intenté contre un mari accusé d'avoir tué sa femme à cause de la dot, deux cas qui font l'objet d'une investigation de la part du Centre. Comme le dit l'auteur "les problèmes judiciaires des hommes sont des problèmes de terres; ceux des femmes sont causés par les hommes. Bien que le Centre s'occupe des hommes comme des femmes, celles-ci constituent leur principal groupe ciblé car elles supportent le double fardeau de la pauvreté et de l'oppression d'une société patriarcale..."

Midlife and older women in Latin America and the Caribbean. *Organisation panaméricaine de la santé et Association américaine des retraités*, Washington, 1989, 424 pages, en anglais.

Ce livre est l'aboutissement d'un projet mené par les deux responsables de l'édition visant à attirer l'attention sur les femmes mûres et d'un âge

avancé en Amérique latine et aux Caraïbes, lesquelles constituent un groupe de population n'ayant que très peu intéressé les chercheurs et les dirigeants politiques. La première phase du projet et de ce livre a consisté à retracer les antécédents historiques du problème à partir d'une analyse exhaustive des données statistiques disponibles de même que des publications et des sources n'ayant pas encore été publiées. Lee Sennott-Miller, professeur de l'Université de l'Arizona, a fait la genèse de "La situation sanitaire et socio-économique" du groupe ciblé.

La deuxième phase du projet a consisté à organiser et à réunir la première "Réunion du groupe consultatif pour les femmes mûres et d'un âge avancé en Amérique latine et dans les Caraïbes: recherches actuelles et conséquences pour les politiques". Les interventions présentées à cette réunion, de même qu'un résumé des débats et des recommandations constituent la deuxième partie de l'ouvrage. Ils s'articulent autour des grands thèmes: santé, aspects psycho-sociaux et économiques et perspectives régionales et nationales. Les sujets qui ont abordé la problématique des femmes mûres dans des pays spécifiques étaient les suivants: maladies chroniques, morbidité et mortalité, soins médicaux pour les personnes âgées, veuvage, changement dans la hiérarchie des sexes et employées de maison.

Le livre contient une étude de Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'INSTRAW, intitulée "Problèmes de collecte de données et de recherche sur les femmes mûres et d'un âge avancé", qui analyse la nécessité de réviser le

Notre choix

point de vue traditionnel, selon lequel le problème du vieillissement n'en est pas un dans les pays en développement, alors que la population de personnes du troisième âge des pays en développement atteindra 71 pour cent du total mondial vers 2025. Elle résume également les résultats d'une base de données de l'INSTRAW sur le rôle économique des femmes âgées en Amérique latine et aux Caraïbes et recommande l'adoption d'un nouveau contexte conceptuel pour la recherche et la collecte de données dans ce domaine, en vue de garantir le bien-être des femmes âgées et leur participation au développement.

Women and South-South cooperation: bridge to the mainstream. *Centre pour la coopération internationale et le développement et Institut d'études du développement du Zimbabwe, Ljubljana, Harare et Saint-Domingue 1988, 37 pages, en anglais.*

Cet opuscule décrit un avant-projet de programme de recherche préparé avec l'aide et l'orientation de l'INSTRAW et qui sera coordonné par celui-ci et par les deux organisations citées ci-dessus. Au cours de la première phase, le programme mettra au point une stratégie de recherche sur les femmes et le développement répondant aux exigences du développement intégral, axé sur les populations et autosuffisant. Le programme se base sur des études sectorielles. Il devra obtenir des données et des informations de plusieurs organisations internationales, instituts de recherche, entreprises d'Etat et privées engagés dans les questions

relatives au statut, réalisations et perspectives de la coopération Sud-Sud. En 1986, la réunion au Caire du groupe des 77 pays en développement a accordé son appui total au programme.

L'opuscule détaille ensuite les résultats obtenus durant la première phase du programme sur le rôle joué par les femmes dans le développement, lesquels permettent de cerner les principaux obstacles s'opposant à la mise en place d'une coopération Sud-Sud plus active. Il décrit alors la deuxième phase du programme de recherche qui ira bien au-delà de la recherche proprement dite et se concentrera sur la programmation d'activités spécifiques destinées à vaincre ces obstacles.

La structure institutionnelle du programme de recherche est décrite ainsi que la liste des partenaires possibles et les grandes lignes de projets généraux ou spécifiques qui doivent être entrepris dans les secteurs du commerce, de l'agriculture, l'industrie, l'énergie, monétaire et financier, des sciences et de la technologie, et la santé. L'échéancier (1988-1995) et le budget y sont analysés et l'on y présente une bibliographie.

Population and women in development. *Comité national de population du Conseil de recherche économique et sociale, Atif A.R. Sagbayroun, Ed. Arrow Press, Khartoum, 1987, 116 pages, en anglais.*

Ce livre contient une série de neuf exposés présentés à l'Atelier sur le rôle des femmes dans le développement et les activités en matière de population, organisé par le Comité national

de population du Conseil de recherche économique et sociale, qui s'est tenu à Khartoum, du 18 au 20 mars 1985. Cet ouvrage regroupe de nombreuses observations socioéconomiques et démographiques éparpillées sur la vie des femmes soudanaises. Dans le domaine de la santé, l'un des problèmes les plus pressants, au Soudan, comme l'analyse l'une des interventions, est la mortalité maternelle élevée. Une autre intervention étudie le rôle des sages-femmes de village et fait observer que, bien que le plus souvent les sages-femmes agréées aient remplacé un peu partout les accoucheuses traditionnelles, celles-ci jouent encore un rôle très actif dans l'accouchement et dans la circoncision des nouveaux-nés, garçons ou filles; malheureusement, bien peu d'entre elles ont une connaissance, même minime, des services de planification de la famille.

Un exposé sur les femmes victimes de la sécheresse au Soudan occidental analyse les habitudes alimentaires des groupes ethniques de cette région et remarque que les hommes mangent en premier et, dans la plupart des cas, les femmes mangent ce qui reste. 95 pour cent des cas de malnutrition avancée qui doivent être traités par alimentation artificielle étaient des femmes et des enfants.

Ce livre contient également des exposés sur la nécessité d'une politique nationale en matière de population; le rôle des médias dans la promotion et l'éducation des femmes; la formation des femmes au traitement des aliments; le secteur non structuré; et la situation des femmes au Soudan occidental et méridional. □

Nouvelles internes

● En juin, puis de nouveau en août, Lucy Marmolejos, Directrice exécutive de la Fondation Terra Nova a rendu visite à l'INSTRAW afin d'obtenir du matériel d'information générale pour la Conférence internationale pour la promotion de la femme dans le développement et le secteur agricole qui s'est tenue aux Bahamas. Elle fut mise au courant des activités de l'INSTRAW dans le domaine du secteur non structuré et des modules de formation.

● L'INSTRAW a organisé une réunion informelle pour présenter Ragnbild Nerjord, représentante de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) aux journalistes locales. Mme Nerjord voulait à la fois en savoir davantage sur l'organisation et les plans de l'INSTRAW et évaluer les conditions de femmes journalistes en Amérique latine et aux Caraïbes.

● En juin également, Quisqueya Palacios, du Bureau des services du personnel de l'ONU à New York a fait un exposé sur le thème "Les femmes aux Nations Unies: possibilités de travail" devant de nombreux fonctionnaires du gouvernement et d'organisations non gouvernementales.

● En juillet, Helen Hudson de l'Ambassade des Etats-Unis à Saint-Domingue a rendu visite à l'Institut pour un échange de vues.

● Gisela Maul, assistante sociale allemande qui collabore avec CO-HAAT, projet germano-hondurien pour la sécurité alimentaire, est venue du Honduras pour procéder à un échange de vues avec l'INSTRAW et pour présenter une étude sur les femmes et la sécurité alimentaire à Krishna Ahooja-Patel, Sous-Directrice de l'Institut.

● Pauline Eccles, qui a participé au séminaire de l'INSTRAW sur "Les femmes et le développement: approches alternatives pour l'après-Nairobi" a passé deux semaines ici afin de rédiger le rapport final du séminaire, avec le concours du personnel de l'Institut.

● En août, Jergens Heinrichs, Président de la Fédération internationale de la procréation planifiée, dont le siège se trouve à Londres, a été mis au

courant des activités de l'Institut.

● Tom Lent, consultant en formation de la Fédération Save the Children de Westport (Connecticut) est venu nous voir pour obtenir des documents en vue de préparer un projet ultérieur destiné à assurer la survie des enfants en République dominicaine.

● L'INSTRAW reçoit continuellement la visite de Dominicains pour

lesquels l'Institut constitue une source d'information précieuse pour les questions des femmes. Parmi les plus récentes, nous citerons celles d'Elisa Rodríguez et Arelis Sánchez, Présidente et Vice-Présidente respectivement de la Fondation Ayuda a la mujer reclusa, groupement à but non lucratif, qui travaille en faveur des femmes qui sont en prison. □

Départ de la Sous-Directrice de l'INSTRAW

KRISHNA AHOOGA-PATEL, Sous-Directrice de l'INSTRAW, vient de partir à la retraite, après vingt-cinq ans de service aux Nations Unies. Elle sera désormais titulaire d'une chaire d'études sur les femmes et le développement à l'Université du Mont-Saint-Vincent, à Halifax (Nouvelle Ecosse).

A l'INSTRAW, Mme Patel a évalué et mis au point des méthodes d'enseignement sur les liens unissant les questions féminines et les problèmes macroéconomiques, destinées au système des Nations Unies comme à d'autres organisations. Elle a pris une part active aux principaux champs d'activités de l'INSTRAW, à savoir la réalisation d'une enquête de pointe et d'une monographie sur l'accès des femmes à la technologie. Elle a également rédigé la partie conceptuelle d'une étude actuellement en cours d'élaboration sur l'accès des femmes au crédit. Mme Patel a également entrepris un travail ayant trait à une enquête globale sur les études consacrées aux femmes dans le développement, publiée sous le titre: "Etudes sur les femmes et le développement: comment combler la brèche".

Sa première mission à l'INSTRAW a été de compiler un répertoire sur *L'activité économique des femmes: enquête statistique globale (1950-2000)*, organisée conjointement par l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'INSTRAW. Elle avait travaillé pour l'OIT de 1968 à 1976, date à laquelle elle fut cédée à l'INSTRAW. Elle avait consacré la plupart de ces années à des programmes relatifs aux femmes qui travaillent. Elle éditait également une revue de l'OIT *Les femmes au travail* pour la Décennie de la femme. Mme Patel a un doctorat d'Etat en relations internationales de l'Université de Genève et un diplôme d'avocat de l'Inner Temple de Londres.

Tout le personnel de l'INSTRAW apprécie à sa juste valeur les efforts réalisés par Mme Patel au service de l'Institut et lui souhaite beaucoup de succès dans sa nouvelle carrière. □



Krishna Ahooja-Patel (à gauche) lors de l'Atelier national sur les femmes dans les statistiques en Inde, en juillet 1989 (voir page 22).

Conseil D'Administration

DANIELA COLOMBO
Italie

FABIOLA CUVI ORTIZ
Equateur

HAWA DIALLO
Mali

PENELOPE RUTH FENWICK
Nouvelle-Zélande

ELENA ATANASSOVA LAGADINOVA
Bulgarie

ACHIE SUDIARTI LUHULIMA
Indonésie

GULE AFRUZ MAHBUB
Bangladesh

VICTORIA N. OKOBI
Nigéria

VIRGINIA OLIVO DE CELLI
Vénézuëla

TAWHIDA OSMAN HADRA
Soudan

KRISTIN TORNES
Norvège

Membres de droit

Un représentant du Secrétaire général
La Directrice de l'Institut
Des représentants des cinq Commissions
économiques régionales des Nations Unies
Une représentante du Gouvernement
de la République dominicaine

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW

nouvelles INSTRAW
FEMMES ET DEVELOPPEMENT

Le but principal d'*INSTRAW Nouvelles* est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement.

INSTRAW Nouvelles, publié en anglais, en espagnol et en français, circule à 14.500 exemplaires.

Veuillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:

INSTRAW, Boîte postale 21747,
Saint-Domingue, République dominicaine,
téléphone (809) 685-2111, télécopie (809) 685-2117
télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York:
Bureau S-3094, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017,
téléphone (212) 963-5684; télécopie (212) 963-2978.

Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus.

L'INSTRAW se réserve le droit d'abréger des textes en fonction de l'espace disponible.